

Documents de travail

N°E2021/02

Juin 2021

Les services marchands en 2020

Direction des Statistiques d'Entreprises

Division Services





Institut National de la Statistique et des Études Économiques

E2021/02

Les services marchands en 2020

Division Services

Juin 2021

Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises

Ce rapport a été rédigé par Virginie Andrieux, Julia Caillon, Virginie Forment, Anne Mansuy, et Philippe Varrambier.

Ces documents de travail ne reflètent pas la position de l'INSEE et n'engagent que leurs auteurs.
Working papers do not reflect the position of INSEE but only their author's views.

Les services marchands en 2020

Résumé

Chute drastique de la production amortie par la location de logement et les activités numériques ou techniques

L'élan des services marchands est stoppé net en 2020 avec l'épidémie de Covid-19, leur valeur ajoutée décroît de 6,7 % en volume, soit légèrement moins que celle des transports, de l'industrie manufacturière et de la construction. La production chute dans les services directement en contact avec le public (restauration, activités culturelles et récréatives marchandes, services personnels) et dans ceux qui sont indirectement affectés par les restrictions de circulation (hébergement).

La location de logement amortit le choc. L'activité résiste davantage aussi dans les activités informatiques et l'ingénierie ; elle reste dynamique dans les services d'information et les télécommunications, dont la demande a été renforcée par les confinements.

L'investissement en services marchands se maintient (- 0,6 %), contrairement à leur consommation finale, très déprimée (- 8,7 %). Le solde des échanges extérieurs de services se réduit, mais demeure positif. L'emploi se replie moins que la valeur ajoutée (- 2,5 %).

Market services in 2020

Abstract

Drop in production smoothed by rental of housing and digital or technical activities

The momentum of market services was stopped in 2020 because of the Covid-19 epidemic, their value added decreased by 6.7% in volume, slightly less than that the value added of transport, manufacturing and construction. Production fell in services directly in contact with the public (restaurant services, market cultural and recreational activities, personal services) and in those affected by traffic restrictions (accommodation services).

Housing rental cushions the shock. Activity was also more resilient in computer and engineering activities; it remained dynamic in information services and telecommunications, whose demand was strengthened by the confinements.

The investment in market services declined slightly (- 0.6%), contrary to their final consumption, which was very depressed (- 8.7%). The balance of foreign trade in services decreased, but it remained positive. Employment fell less than value added (- 2.5%).

Avertissement

La comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise à cette fin le concept de **branche d'activité**. Une branche regroupe les entreprises et des parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branches est relativement stable dans le temps.

A contrario, l'approche en termes de **secteur d'activité** regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale), cette approche peut se révéler instable puisque une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.

Ce rapport porte sur les **comptes des seuls services marchands non financiers** (*). Outre les ventes de services, la production comprend la production pour compte propre (par exemple les logiciels développés pour compte propre). En revanche, il déduit les achats éventuellement associés à l'activité (ex : les biens achetés pour revente dans le cas des marchands de biens). Avec l'approche par branche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits (consommations intermédiaires, consommations finales, investissements, exportations).

Les comptes sont établis au niveau des **62 branches d'activité** des services marchands, correspondant à des regroupements de sous-classes NAF 732 (nomenclature NAF rév2 de 2008 - cf. Annexe 2). Les données des branches sont calculées **hors toute TVA**. Elles sont ensuite agrégées pour les grandes branches (niveau A38). Les évolutions ainsi déterminées sont légèrement différentes de celles calculées directement à un niveau agrégé par voie économétrique et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux.

Les résultats pour **2020** sont extraits du compte **provisoire**, ceux sur **2019** proviennent du compte **semi-définitif** et les données antérieures sont issues des comptes **définitifs**.

(*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services marchands.

Les données du compte provisoire concernant la R&D ne sont pas commentées en raison de l'incertitude affectant l'estimation de cette activité en branche à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels.

Sommaire

VUE D'ENSEMBLE	9
Sources	15
Définitions.....	15
Bibliographie.....	15
 ÉCLAIRAGES PAR BRANCHE	
IZ : HÉBERGEMENT-RESTAURATION	18
La production en hébergement et restauration dévise	18
JA : EDITION, PRODUCTION AUDIOVISUELLE ET DIFFUSION	20
En 2020, l'activité chute lourdement dans l'audiovisuel	20
JB-JC : TÉLÉCOMMUNICATION, SERVICES INFORMATIQUES ET D'INFORMATION	22
L'activité ralentit mais reste dynamique en 2020, en particulier dans les télécommunications et les services d'information	22
LZ : ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	24
Les activités immobilières se maintiennent grâce à la location de logements alors que la location de bureaux et autres biens immobiliers est en crise	24
MA : ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, ARCHITECTURE, INGÉNIERIE, CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	26
Les activités juridiques et les sièges sociaux souffrent d'une demande en baisse	26
MC : AUTRES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	28
La publicité tire à la baisse les autres activités scientifiques et techniques	28
NZ : ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET DE SOUTIEN	30
En 2020, la production d'activités administratives et de soutien plonge	30
RZ : ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	32
Les activités artistiques, culturelles et récréatives s'effondrent	32
SZ : AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES MARCHANDS	34
L'activité des services personnels chute drastiquement.....	34
 ANNEXES	
Annexe 1 : Principales révisions	38
Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands	42

Chute drastique de la production amortie par la location de logement et les activités numériques ou techniques

L'élan des services marchands est stoppé net en 2020, leur valeur ajoutée décroît de 6,7 % en volume, soit légèrement moins que celle des transports, de l'industrie manufacturière et de la construction. La production chute lourdement dans les services directement en contact avec le public (restauration, activités culturelles et récréatives marchandes, services personnels) ou celles qui subissent par ricochet les restrictions de circulation (hébergement).

La location de logement qui n'est pas affectée directement par la crise sanitaire amortit le choc. L'activité résiste davantage dans les activités informatiques, l'ingénierie et reste dynamique dans les services d'information et les télécommunications, dont la demande a été renforcée par les confinements.

L'investissement en services marchands se maintient (- 0,6 %) contrairement à leur consommation très déprimée (- 8,7 %). Le solde des échanges extérieurs de services se réduit mais demeure positif.

Chute inédite de la valeur ajoutée dans les services

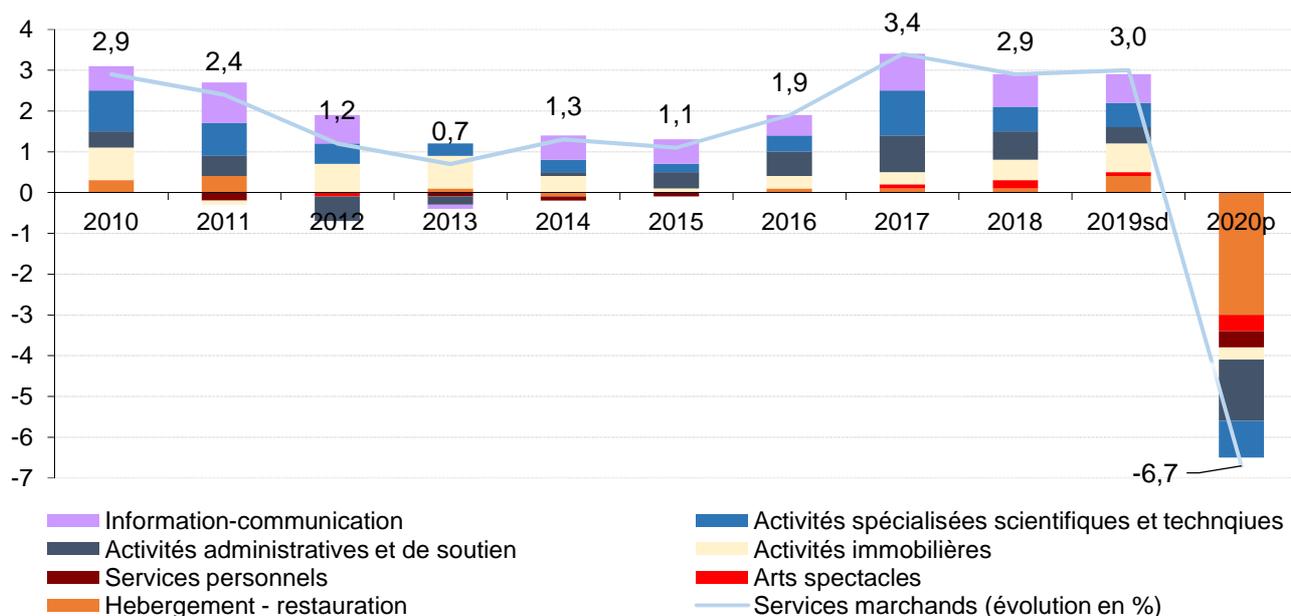
L'économie française est fortement pénalisée par la crise sanitaire, avec un recul inédit de l'activité, notamment au printemps 2020 lors du premier confinement. Le PIB se replie de 7,9 % en volume en raison de la chute de la consommation et de l'investissement corporel et de la dégradation des échanges extérieurs. Les services marchands non financiers ([définitions](#)) enregistrent des pertes conséquentes, qui dépassent de beaucoup celles observées en 2009, 1975 et 1993. Les services étaient pourtant plus dynamiques que les autres branches avant la crise sanitaire. La valeur ajoutée des services non marchands chute de 6,7 % en volume après avoir augmenté à vive allure les années précédentes (+ 3,0 % en 2019 après + 2,9 % en 2018 et + 3,4 % en 2017) ([figure 1](#)). La situation des services est très hétérogène avec des activités quasiment mises à l'arrêt pendant plusieurs mois et d'autres, minoritaires, qui sont très peu affectées. La plupart des services aux ménages, en particulier restauration, activités culturelles, hébergement et services personnels, souffrent d'abord de la fermeture administrative des établissements accueillant du public au printemps et en fin d'année, puis des mesures de limitation d'affluence ainsi que des restrictions de circulation. Au final, la valeur ajoutée des services principalement orientés vers les ménages diminue de 8,7 % en volume en 2020 et contribue à hauteur de - 4,2 points à l'évolution de la valeur ajoutée des services marchands non financiers en 2020. Les services aux entreprises apportent également une contribution négative à la croissance (- 2,5 points) : la baisse de leur valeur ajoutée est de même ampleur que celle de l'ensemble des services marchands non financiers

(- 6,7 %). Seuls les services d'information-communication, très allants avant la crise sanitaire, résistent : leur valeur ajoutée se maintient (- 0,2 %). Alors que la valeur ajoutée des services marchands baisse moins en volume que le PIB, l'inverse prévaut en valeur (- 5,9 % contre - 5,5 %). Le poids des services marchands non financiers atteint 35,3 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches. Il recule en 2020, pour la première fois depuis 2009. Il perd 0,2 point, un peu moins que le commerce, les transports et activités financières (- 0,4 point) et l'industrie et la construction (- 1,1 points). A l'inverse, l'agriculture (+ 0,1 point) et surtout les services non marchands (+ 1,6 point) augmentent leur part dans le PIB en 2020.

La production de services marchands destinés aux ménages chute lourdement

La crise sanitaire percute de plein fouet l'expansion de la production des services marchands : alors qu'elle progressait de plus de 3 % en volume par an depuis 2017, la production de services marchands non financiers recule de 6,9 % en 2020. La production est amputée d'un tiers dans l'hébergement-restauration (- 34,9 % en volume). Elle diminue aussi drastiquement dans les activités artistiques et culturelles marchandes (- 27,4 %) et les services personnels (- 17,1%). La restauration (- 32,4 %) a beaucoup souffert des fermetures administratives mais a développé la vente à emporter et a bénéficié d'une bonne fréquentation les mois d'ouverture, même si cette dernière n'est pas revenue à son niveau de 2019 (durant les mêmes mois). L'hébergement (- 43,3 %) a également dévissé au printemps et repris des couleurs à l'été mais pâtit du recul de la clientèle étrangère, en particulier en Île-de-France.

Figure 1 : Valeur ajoutée des services marchands (évolution en % et contributions en points)



Lecture : en 2020, la valeur ajoutée des services marchands diminue de 6,7 % en volume ; les services principalement orientés vers les entreprises (activités spécialisées scientifiques et techniques et activités administratives et de soutien) contribuent pour -2,5 points à cette évolution.

Source : Insee, comptes des services, base 2014

La production des activités culturelles et récréatives marchandes (- 27,4 %) est tirée à la baisse par la fermeture des parcs d'attractions, des salles de spectacle, de jeux et de sport. Les difficultés des activités culturelles accueillant du public contrastent avec la vigueur des jeux en ligne et le maintien des activités de création des artistes hors spectacles physiques. Les services personnels (soins corporels, coiffure, blanchisserie notamment) sont également très affectés par la crise sanitaire car ces activités, déclarées non essentielles, ont dû fermer leurs établissements plusieurs mois, au printemps et à l'automne, et leur fréquentation n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise à l'été lorsqu'ils ont été ouverts (jauges de fréquentation).

Les services aux entreprises sont également très affectés

La production de services administratifs et de soutien se replie de 9,2 %, avec une situation très contrastée selon les différentes activités. L'intérim est en particulier très déprimé (- 16,3 %) : il s'est effondré lors du premier confinement avec l'arrêt de nombreuses activités, notamment la construction et les services aux ménages, qui recourent beaucoup à l'emploi intérimaire. Le volume d'emploi intérimaire chute de 40 % au second trimestre avant de rebondir de 51 % au troisième trimestre. En moyenne annuelle, il recule de 18,1 % en 2020, selon la DARES. Du fait des restrictions de déplacement et des interdictions de

rassemblement, la production des agences de voyages, voyagistes et d'organisation des foires et salons professionnels est divisée par deux en 2020 : l'activité a diminué dès le début de l'année 2020 et n'a que peu bénéficié de l'embellie de l'été. En comparaison, la location et location-bail (-2,7 %), la sécurité (- 2,4 %), les services liés aux bâtiments et à l'entretien paysager s'en sortent plutôt bien.

Dans les activités spécialisées scientifiques et techniques, la baisse d'activité est plus modérée (- 3,9 %) que dans l'ensemble des services aux entreprises : la production des activités comptables, d'ingénierie et d'architecture, des autres activités spécialisées et de conseil de gestion progresse ou diminue légèrement tandis que les activités publicitaires et les sièges sociaux pâtissent d'une demande en berne. L'activité immobilière diminue faiblement (- 1,0 %). Elle est certes pénalisée par la location de bureaux, commerces et autres locaux professionnels (- 8,8 %) mais l'essentiel de la production (loyers réels ou imputés de logement) se maintient.

L'information communication se singularise également avec une hausse de sa production de 0,8 % en volume. Les activités de télécommunications, informatiques résistent et les services d'information sont dynamiques. Ces activités se prêtent davantage au télétravail et bénéficient d'une forte demande notamment en période de confinement. En outre, la diffusion audiovisuelle (TV, radiodiffusion) n'est pas

affectée par la crise contrairement à la distribution de films qui subit la fermeture des cinémas et l'instauration des jauges de fréquentation les mois où les salles ont pu rouvrir.

Les prix des services marchands continuent de croître

Malgré un recul inédit de l'activité des services marchands en volume, les prix de production progressent de 0,7 %, un peu moins vite qu'en 2019 mais au même rythme qu'en 2018 et légèrement plus vite que les années précédentes (figure 2). Certes, dans certains services très durement touchés par la baisse de la demande (autres activités récréatives marchandes, autres services de réservation, régies publicitaires), ils ralentissent franchement voire baissent, mais ils ne s'effondrent pas.

En outre, ils continuent de progresser et même accélèrent dans les services qui ont dû limiter voire brutalement tarir leur offre (notamment hébergement, coiffure, soins de beauté). L'activité a bien rebondi en raison d'une forte demande dès que l'offre s'est élargie. Dans ces activités en contact avec le public,

les prix plus élevés répercutent aussi les nouveaux coûts engendrés par la crise sanitaire (gel hydro alcoolique, masques ...). Les télécommunications et services d'information très dynamiques en volume, et très demandés en période de confinement, connaissent aussi un redressement ou une accélération des prix (respectivement + 0,0 % après - 1,9 % ; + 1,1 % après - 0,5 %).

L'investissement en services diminue moins que les achats intermédiaires

En 2020, la demande intérieure en services marchands diminue de 6,8 % en volume, après avoir augmenté de 3,9 % en 2019 et de 3,1 % en 2018.

Les achats intermédiaires des entreprises et administrations représentent le principal débouché des activités de services, ils captent la moitié des ressources produites ou importées. Ils diminuent davantage que la production et la demande intérieure (- 7,3 % en volume).

Figure 2 : Offre et demande de services marchands

	Montant en 2020 (en milliards d'euros)	Évolution (en %)					
		2018		2019sd		2020p	
		Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Production	1245,2	3,3	0,7	3,8	0,9	-6,9	0,7
Importations	100,9	6,1	0,7	0,7	1,1	-7,6	0,8
Demande intérieure, dont :	1267,6	3,1	0,7	3,9	1,0	-6,8	0,8
<i>consommation intermédiaire</i>	664,8	3,1	0,8	4,3	1,2	-7,3	0,6
<i>consommation finale</i>	417,6	2,0	0,5	2,7	0,6	-8,7	0,8
<i>dont consommation des ménages</i>	397,3	2,4	0,6	3,0	0,6	-9,1	0,8
<i>formation brute de capital fixe</i>	185,2	5,9	0,7	5,3	1,2	-0,6	1,3
Exportations	104,0	9,6	0,3	-0,5	1,4	-9,2	0,7

Lecture : en 2020, la production des services marchands s'élève à 1245,2 milliards d'euros HT, elle diminue de 6,9 % en volume et augmente de 0,7 % en prix.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

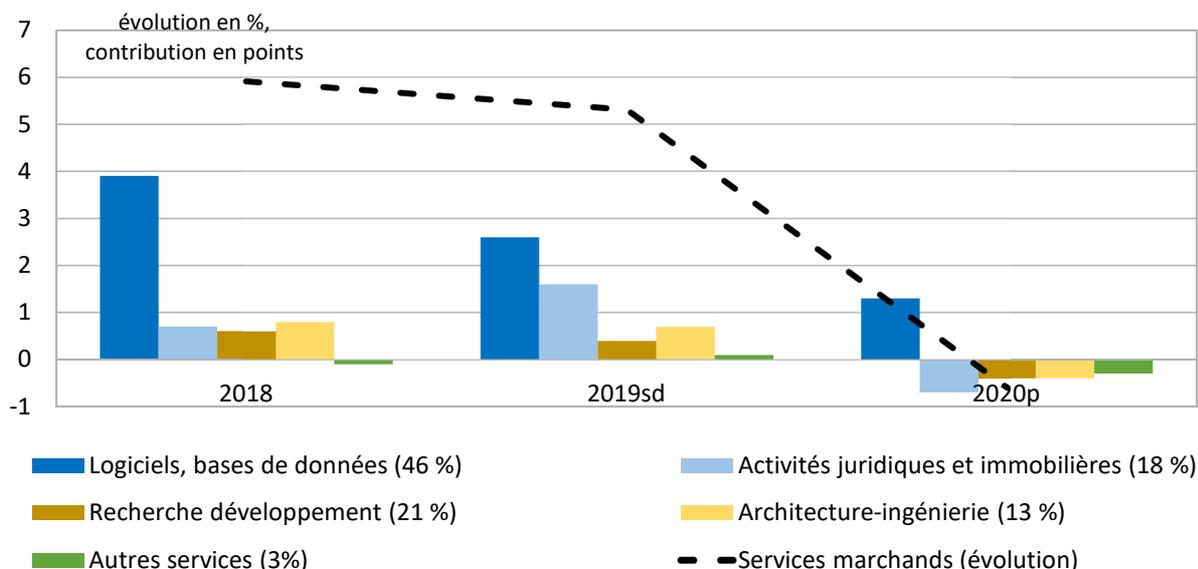
Ce repli plus conséquent s'explique par leur nature, avec des commandes qui peuvent plus facilement être reportées ou annulées, et par la structure de ces achats. L'intérim, les activités de sièges sociaux, les autres activités de soutien, la location de bureaux, commerces et la publicité, sont en effet surreprésentés dans les consommations intermédiaires. L'investissement en services s'élève à 185,2 milliards d'euros et équivaut à 48 % de l'investissement des entreprises et des administrations. Représentant 14 %

de la demande intérieure en services, il diminue très peu (- 0,6 %) en dépit d'un climat incertain peu propice à l'investissement (figure 3). Il augmente même en valeur (+ 0,7 %). Les investissements en logiciels et bases de données ralentissent nettement mais continuent de progresser : la généralisation du télétravail a pu amener les entreprises et administrations à développer ou sous-traiter la réalisation de logiciels dédiés ou améliorer significativement les logiciels existants.

Les investissements en R&D et ingénierie diminuent légèrement car même si les travaux peuvent se pratiquer en partie à distance, ils impliquent souvent le recours à des équipements ou des conditions spécifiques. En revanche, ces activités souffrent moins de la chute marquée et ponctuelle de la demande, observée pour les services payés à la prestation, car les contrats sont de long terme. Les

investissements en activité des marchands de biens et agences immobilières et en services des notaires, frais liés à l'investissement dans les bâtiments, marquent le pas. Le nombre de transactions de logements diminue un peu en raison de la limitation des visites au printemps mais les ventes de locaux, bureaux et commerces sont dynamiques en 2020.

Figure 3 : Investissement (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2020, l'investissement en services marchands diminue de 0,6 % en volume ; les activités juridiques et immobilières (frais liés aux transactions immobilières) contribuent pour - 0,7 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

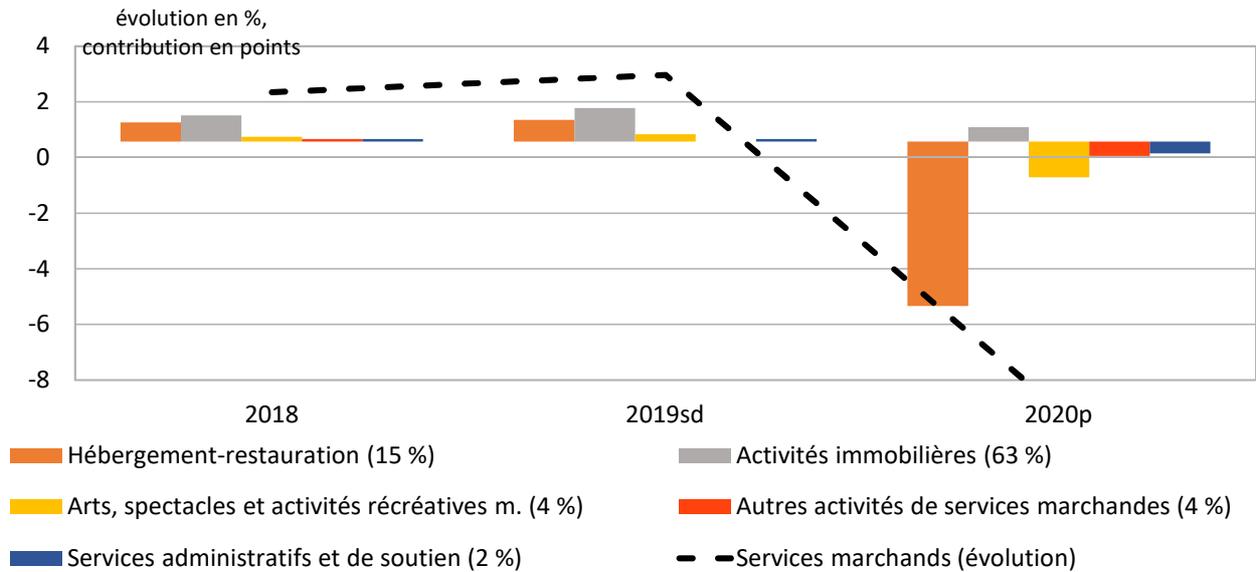
La consommation des ménages en services plonge

La dépense de consommation des ménages en services marchands ([définitions](#)) plonge de 9,1 % en volume ([figure 4](#)). Pourtant, la location immobilière de logement, sa principale composante (62 % des dépenses des ménages en services marchands non financiers) croît en 2020 au même rythme que les années précédentes.

La chute drastique de la consommation en services s'explique principalement par l'effondrement de la consommation en restauration (- 32,2 %) qui ne pèse plus que 12 % de la consommation en services contre 16 % en 2019. La consommation en hébergement encore plus défaite que la restauration contribue moins car elle ne pèse que 3 % de la consommation en services marchands (5 % en 2019). La

consommation en arts, activités culturelles, sportives et récréatives marchandes représente 4 % des dépenses en services marchands et contribue à hauteur de -1,5 point à la baisse. Tout comme la restauration, les activités culturelles et récréatives étaient particulièrement dynamiques en 2019 et la crise sanitaire a stoppé net leur élan. Les dépenses des ménages en autres services personnels (coiffure, blanchisserie...), en location (y c. location-bail) d'automobiles et d'équipements personnels plongent également (- 16,5 % ; - 6,9 %). Mais elles contribuent relativement peu à l'évolution de la consommation des ménages en services, en raison de leur poids. La contribution négative des activités administratives et de soutien vient du classement des activités des agences de voyages, voyagistes et autres services de voyages dans ces activités plutôt orientées entreprises.

Figure 4 : Consommation des ménages (évolution en volume et contributions)



Note : Les contributions de la consommation en information-communication (cinéma, édition) et en activités spécialisées scientifiques et techniques (services juridiques, photographie ...) ne figurent pas sur le graphique pour améliorer la lisibilité

Lecture : en 2020, la consommation des ménages en services marchands diminue de 9,1 %, l'hébergement-restauration contribue à cette baisse à hauteur de - 6,9 points

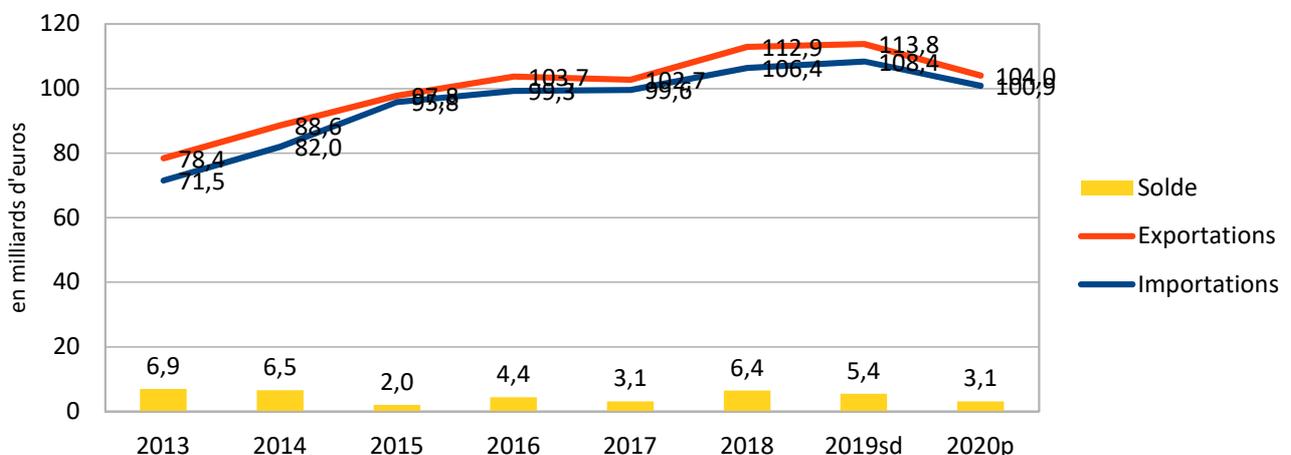
Source : Insee, comptes des services, base 2014.

Le solde des échanges extérieurs de services diminue

Hors transports, activités financières et voyages, les exportations de services reculent nettement en 2020 (- 9,2 % en volume après - 0,5 %). Les importations diminuent un peu moins (- 7,6 % en volume) avec même une progression notable des importations de services informatiques. Le solde des échanges extérieurs en services marchands reste positif mais il se replie fortement pour atteindre 3,1 milliards d'euros

(figure 5). Les gains engrangés en 2018, qui avaient été un peu entamés déjà en 2019, sont entièrement effacés. En ajoutant l'excédent commercial lié aux voyages (les dépenses des résidents étrangers en France diminuées des achats des résidents français à l'étranger) qui relève principalement des services marchands, le solde des échanges extérieurs en services atteint 9,1 milliards d'euros et est divisé par deux par rapport aux années précédentes. Cette forte dégradation traduit l'effondrement de la clientèle étrangère dans les activités touristiques.

Figure 5 : Les échanges extérieurs de services



Lecture : en 2020, les importations de services s'élèvent à 100,9 milliards d'euros. L'excédent commercial sur les services s'élève à 3,1 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

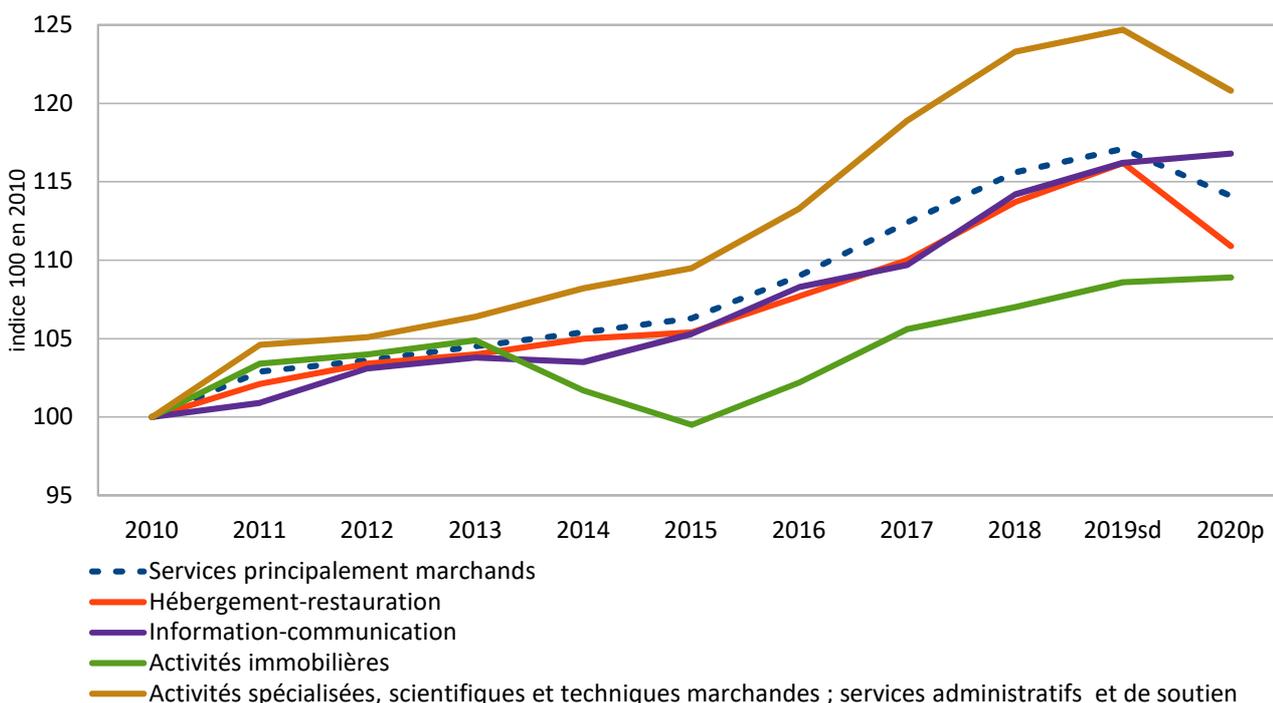
L'emploi diminue de 2,5 % dans les services marchands

L'emploi dans les services principalement marchands s'élève à 7,7 millions en équivalent temps plein (ETP) soit 29 % de l'emploi total. L'emploi non salarié représente 12 % de l'emploi des services. Dans l'ensemble de l'économie, l'emploi recule légèrement (- 0,9% après + 1,3 % en 2019) avec une diminution de 250 000 ETP après + 340 000. Avec 198 000 ETP perdus, les services principalement marchands engrangent la plus grosse partie des pertes (figure 6) ; le recul de l'emploi (- 2,5 %) y est cependant mineur au regard de celui de la valeur ajoutée, grâce aux mesures en faveur du maintien de l'emploi (chômage partiel notamment). L'emploi non salarié diminue dans les services un peu moins vite que l'emploi salarié, malgré la crise, en raison de la chute de l'emploi intérimaire.

La baisse de l'emploi des services s'explique en effet surtout par le recul de cette forme particulière d'emploi, classé dans les activités de soutien indépendamment de l'activité des missions exercées (- 131 000 ETP pour les branches des activités spécialisées, scientifiques et techniques, administratives et de soutien). Le volume de travail temporaire mesuré en équivalent temps plein qui avait fortement augmenté en 2017 et 2018 et avait ralenti en 2019, s'effondre en raison des difficultés des secteurs très intensifs en intérim (construction, services aux ménages et industrie notamment).

L'hébergement-restauration perd aussi 52 000 ETP (- 4,6 %). A l'inverse, dans l'information communication et dans les activités immobilières dans une moindre mesure, l'emploi continue de progresser en 2020 (+ 0,5 % ; + 0,3 %).

Figure 6 : Emploi (en équivalent temps plein)



Lecture : en 2020, l'emploi dans les services marchands en équivalent temps plein diminue de 2,5 % ; il progresse de 14,1 % par rapport à 2010

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

Sources

Le compte de l'année 2019 est semi-définitif et celui de 2020 provisoire. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois hors TVA réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions de la production, de la consommation, de l'investissement ainsi déterminées pour les produits peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2020 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques et sont en outre diffusées en intégrant la TVA. Les comptes de branches présentés ici intègrent en revanche la TVA.

Définitions

Dans cette publication, les services marchands non financiers correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K).

Les données relatives à l'emploi, en moyenne annuelle, se rapportent aux services principalement marchands, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.

La production dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre ainsi que les redevances, mais exclut les achats (par exemple pour les marchands de biens, les agences de voyages, les régies publicitaires) éventuellement associées à l'activité de service.

Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en branches, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. La production du « produit » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes.

L'évolution de la production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Le produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux branches d'activité).

Bibliographie

Amoureux V. , Heam J.-C., Laurent T. « Les comptes de la Nation en 2020 : Baisse historique du PIB, mais résilience du pouvoir d'achat des ménages », *Insee Première* n° 1860, mai 2021.

Cuvillez J, Cochard A. « La consommation des ménages en 2020 », *Insee Première* à paraître

Duc C., Souquet C. « L'impact de la crise sanitaire sur l'organisation et l'activité des entreprises », *Insee Première*, n°1830, décembre 2020

« Commerce extérieur de la France - Résultats 2020 », *DG Trésor, Douanes et Banque de France*, février 2021.

Éclairages par branche

IZ : Hébergement-restauration

La production en hébergement et restauration dévise

En 2020, la crise sanitaire et les deux confinements ont particulièrement affecté la production des activités d'hébergement et de restauration qui chute de 34,9 % en volume après + 4,8 % en 2019. La restauration est un peu moins impactée que l'hébergement grâce à l'essor de la livraison et de la vente à emporter qui ont permis à de nombreux professionnels de conserver une activité. La fréquentation des hôtels et campings est essentiellement portée par la clientèle résidente. Les prix accélèrent.

Après un record du nombre de nuitées en France métropolitaine en 2019, la production des **activités d'hébergement** s'effondre de 43,3 % en volume en 2020 en raison de la crise sanitaire et des mesures prises pour freiner l'épidémie. Les trois branches d'activité d'hébergement sont impactées à différents degrés. La demande pour les hôtels, campings et autres hébergements collectifs touristiques rebondit au cours des trois mois d'été où la fréquentation de la clientèle résidente représente 92 % de celle de l'été 2019. Ce regain d'activité profite particulièrement à l'hôtellerie de plein air et aux hébergements à la montagne et à la campagne. A l'inverse, les espaces urbains et en particulier l'Île-de-France sont à l'écart de cette embellie estivale.

Sur l'ensemble de l'année 2020, l'activité des *hôtels, hébergements touristiques et autres hébergements collectifs* s'écroule (- 49,5 % en volume). Les établissements hôteliers ont massivement fermé au cours du premier confinement avec un taux d'ouverture de seulement 22,5 % en avril. Ceux ouverts sont très faiblement occupés en avril-mai et ils sont fréquentés principalement par des personnes confinées, placées pour des raisons sociales ou pratiquant une profession spécifique, comme le personnel soignant. L'activité hôtelière retrouve de l'allant durant les mois de juillet de d'août mais reste bien inférieure à celle de 2019 avant de fléchir de nouveau dès septembre. Le nombre de fermeture suite au deuxième confinement est atténué par rapport au premier avec un taux d'ouverture de 60 % en novembre. Une légère embellie coïncide avec les vacances de Noël et du deuxième déconfinement, même si les hôtels et résidences des massifs de montagne souffrent de la fermeture des remontées mécaniques. En 2020, l'Île-de-France est la région française où la baisse de la clientèle est la plus forte avec un nombre de nuitées hôtelières qui s'effondre de 65,1 % notamment à cause de la chute du tourisme international et du tourisme d'affaires qui ont un poids important. Les hôtels haut de gamme sont sévèrement touchés, souffrant particulièrement de la désaffection de la clientèle non résidente.

En 2020, la production des *terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs* diminue de 19,5 % en volume. Sur la période de juillet à septembre, la fréquentation des campings atteint 84 % de son niveau de l'été dernier principalement grâce aux touristes résidents dont le nombre de nuitées est en baisse de seulement 5 % par rapport à 2019. Les

hébergements individuels et en plein air sont particulièrement attractifs en pleine crise sanitaire. Selon une étude d'ADN Tourisme, les emplacements nus sont moins privilégiés par les touristes, probablement en raison des sanitaires partagés.

L'activité des *hébergements divers* (foyers, internats, résidences d'étudiants) faiblit de 7,0 % en volume.

En 2020, la production des **activités de restauration** chute drastiquement (- 32,4 % en volume après + 5,5 %). Les prix progressent au même rythme qu'en 2019. Les dynamiques des trois branches d'activité de restauration sont proches.

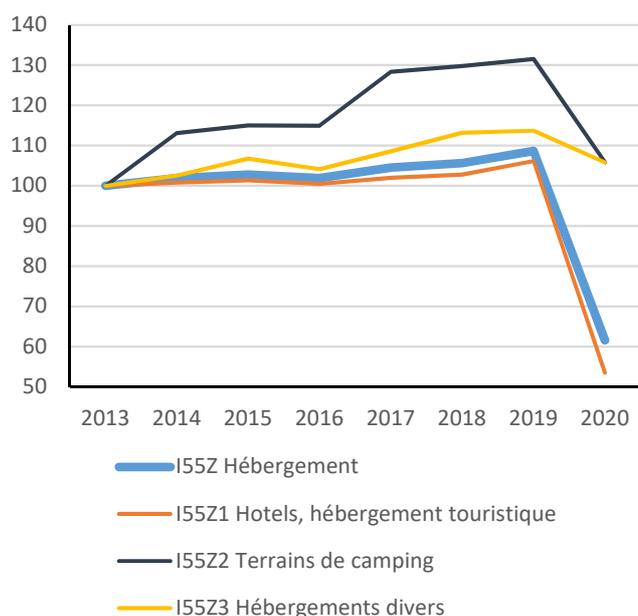
L'activité des *restaurants et des services de restauration mobile* plonge (- 33,8 % en volume après + 5,6 % les deux années précédentes). Selon le baromètre annuel de NPD Group, la restauration rapide qui concentre désormais 43 % des visites en restauration hors domicile tire son épingle du jeu avec une baisse de 22 % en visites et 23 % en dépenses tandis que la fréquentation et le chiffre d'affaires de la restauration traditionnelle sont divisés par deux. La chute de l'activité est plus marquée dans les grandes villes où le nombre de touristes est en net recul et où le télétravail est plus prégnant. Suite aux différentes fermetures ou jauges imposées aux restaurateurs, ces derniers ont diversifié leur activité avec la livraison et la vente à emporter. Selon Food Service Vision, le chiffre d'affaires de la livraison au sein de la filière restauration aurait ainsi atteint environ 5 milliards d'euros en 2020, soit une croissance de 47 % en deux ans. Cette année marque également l'essor des dark kitchens, des restaurants virtuels uniquement disponibles en livraison.

La production en volume des *traiteurs et autres services de restauration* diminue de 26,4 % et les prix fléchissent légèrement (- 0,5 %). Les services des traiteurs s'effondrent suite à l'arrêt presque total des salons et événements d'entreprises et la nette réduction des réceptions privées. La restauration collective est un peu moins affectée par la crise que la restauration commerciale en particulier la restauration médico-sociale tandis que les restaurants d'entreprises subissent un repli brutal de leur activité avec la généralisation du télétravail et le développement de la cuisine maison. Le marché du catering plonge.

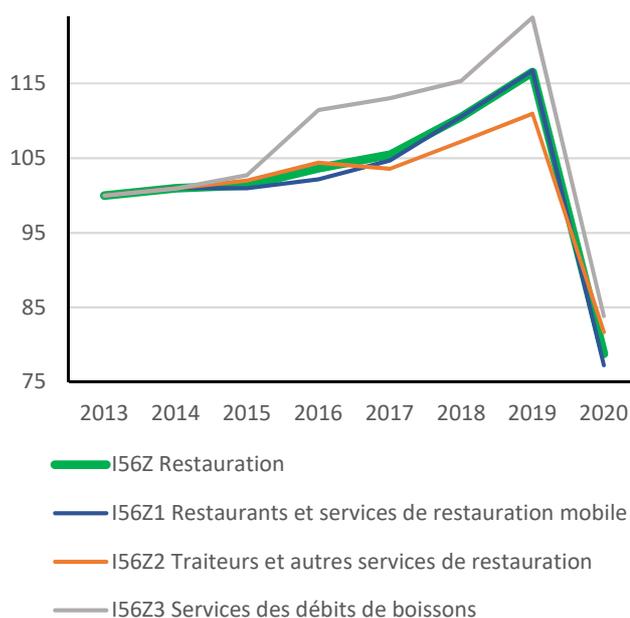
Après une année 2019 faste, l'activité des *débits de boisson* décroît fortement en 2020 (- 32,3 % en volume après + 7,4 %).

Production en volume d'hébergement-restauration (indice 100 en 2013)

Hébergement



Restauration



Source : Insee, comptes des services

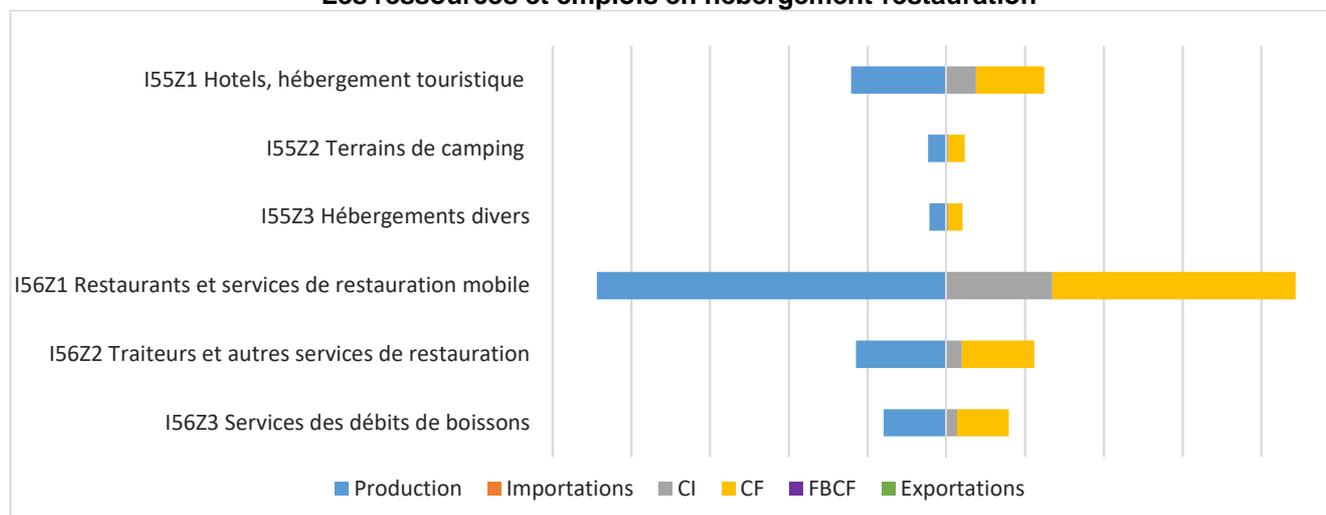
Source : Insee, comptes des services

La production d'hébergement-restauration

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
I55Z Hébergement	16 553	1,1	2,8	-43,3	5,0	0,9	2,3
I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif	12 098	0,8	3,2	-49,5	5,5	0,3	1,8
I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	2 304	1,1	1,3	-19,5	2,7	4,9	5,3
I55Z3 Hébergements divers	2 151	4,2	0,5	-7,0	3,1	2,2	2,0
I56Z Restauration	63 750	4,8	5,5	-32,4	1,5	1,3	1,3
I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile	44 345	5,6	5,6	-33,8	1,5	1,4	1,7
I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration	11 464	3,5	3,5	-26,4	1,2	0,8	-0,5
I56Z3 Services des débits de boissons	7 941	2,0	7,4	-32,3	1,8	1,7	1,5

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois en hébergement-restauration



Source : Insee, comptes des services

JA : Edition, production audiovisuelle et diffusion

En 2020, l'activité chute lourdement dans l'audiovisuel

En 2020, la production en volume des activités d'édition, audiovisuel et diffusion décroît de 5,4 %. Cette diminution est surtout imputable à la production et distribution de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision. La crise sanitaire a eu moins d'impact sur l'édition, la diffusion, l'enregistrement sonore et l'édition musicale. Les prix faiblissent (- 0,9 %) après avoir été stables. Le solde des échanges extérieurs continue de se dégrader à - 809 millions.

En 2020, après quatre années consécutives de hausse, l'activité de la branche **édition** diminue. Les activités *d'édition de livres, journaux, périodiques, jeux électroniques* accusent la baisse la plus forte (- 5,3 % en volume). La demande des ménages a été affectée par les deux périodes de confinement en raison de la fermeture des librairies notamment.

Les *éditeurs de logiciels* s'en sortent mieux. La production se maintient (- 0,2 % en volume après + 4,2 % en 2019). D'après le Syntec Numérique, l'activité *d'édition de logiciels*¹ serait soutenue par les logiciels métier et le **SaaS** (logiciels sur serveurs distants).

En 2020, l'activité de la branche **production de films cinématographiques, de vidéos et programmes de télévision - enregistrement sonore et édition musicale** diminue de 14,1 % en volume. La consommation intermédiaire des entreprises qui représente un peu plus des trois-quarts de la demande intérieure fléchit de 7,2 % en volume tandis que la demande des ménages s'effondre de 41,2 %.

La production en volume de la branche *production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision* décline de 11,2 %. La pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur la production de longs métrages français avec la suspension de nombreux tournages lors du premier confinement. Selon le Centre national du cinéma (CNC), le nombre de films d'initiative française s'établit à 190 films, soit 50 de moins qu'en 2019. Les investissements dans la production de ces films chutent fortement (644 millions d'euros en 2020 contre 903 millions d'euros en 2019).

La *distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision* est la branche la plus affectée (- 24,4 % en volume après + 0,5 % en 2019) en raison des restrictions imposées aux salles de cinéma. En effet, celles-ci ont dû fermer leurs portes à deux reprises pour un total de 162 jours en 2020 et leur fréquentation a alors été fortement réduite : le nombre d'entrées en salle s'établit à 65 millions en 2020 contre 213 millions d'entrées en 2019. Les films français enregistrent un recul plus limité de leur fréquentation que les autres films. Ainsi, pour la première fois depuis 2006, les films français réalisent davantage d'entrées (29 millions) que les films américains (27 millions) ou les films d'autres nationalités (9 millions). D'autre part, le marché de la

vidéo physique continue de se replier : en 2020, les ventes de DVD et de Blu-Ray reculent de 27,2 % par rapport à 2019 d'après le CNC. Ce déclin plus important que les années précédentes des ventes de supports vidéo s'explique notamment par les trois mois de fermeture des magasins et rayons culturels.

Les activités *d'enregistrement sonore et édition musicale* reculent en 2020 après une forte accélération en 2019 (- 2,8 % en volume après + 7,5 %). Selon le Syndicat National de l'édition Phonographique (SNEP), le marché français de la musique enregistrée est resté stable en 2020 après quatre années consécutives d'accroissement. L'activité a résisté grâce au streaming, véritable moteur de croissance du marché dont le chiffre d'affaires a progressé de 20,6 % en 2020 et plus particulièrement les abonnements à un service de streaming audio avec des revenus en nette hausse. Les ventes numériques représentent désormais 72 % des ventes de la musique enregistrée et 61 % du marché total de la musique². L'écart se creuse entre les ventes numériques et les ventes physiques. En effet, dans le marché physique, les ventes de CD continuent de décroître fortement (- 27,1 %) tandis que la mode des vinyles ne se dément pas avec des ventes en progression de 10,2 %.

La production en volume de la branche **programmation et diffusion** croît timidement de 0,2 %. Les prix poursuivent leur recul (- 3,1 % après - 1,1 % en 2019).

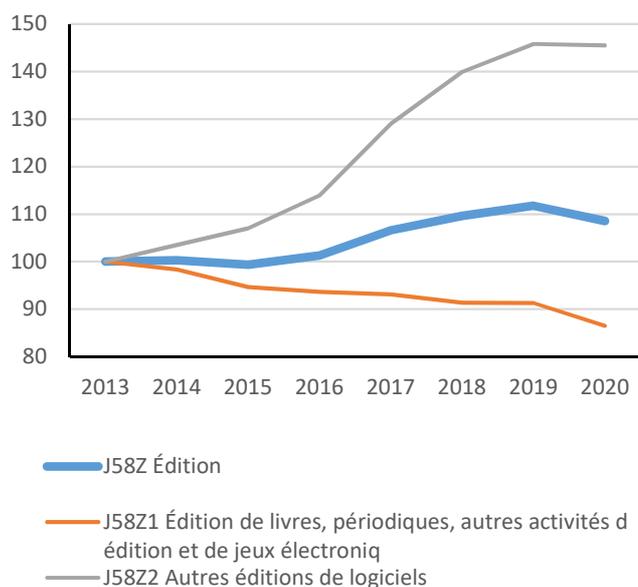
Les activités de *radiodiffusion* se contractent de 4,9 %. Dans ce contexte, les recettes publicitaires pour le média radio diminuent de 12,7 % selon l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires (IREP). A l'inverse, la production de la branche *programmation de télévision et télédiffusion* reste bien orientée en volume (+ 1 % après + 1,3 % en 2019). Cependant, le repli des prix de 3,5 % entraîne une baisse de 2,5 % de la production en valeur. La télévision est le média qui connaît la plus faible régression de ses recettes publicitaires en 2020 (- 11 %).

¹ Champ pas parfaitement comparable

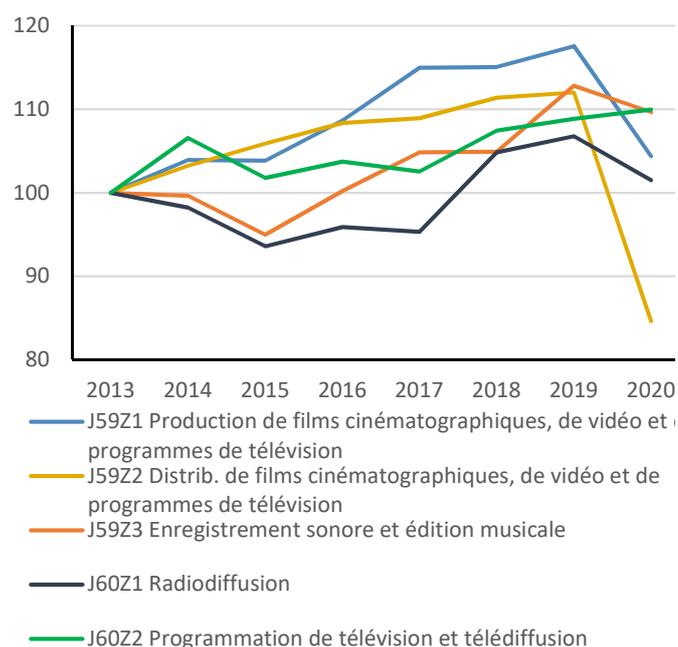
² Le marché total de la musique comprend aussi les revenus générés par la synchronisation et les droits voisins.

Production en volume d'édition, audiovisuel et diffusion(indice 100 en 2013)

Edition



Audiovisuel et diffusion



Source : Insee, comptes des services

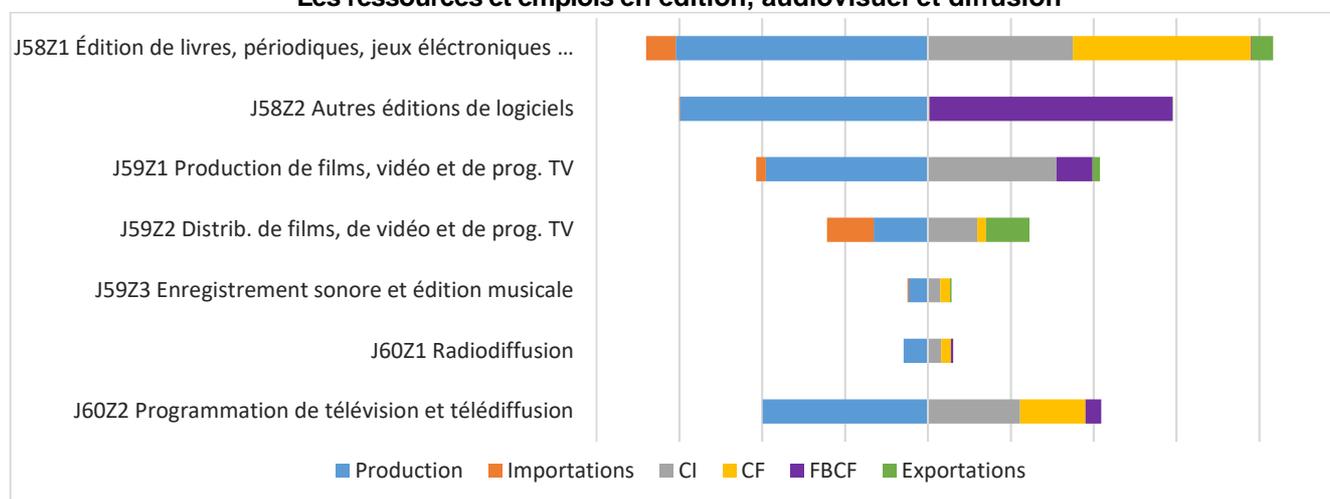
Source : Insee, comptes des services

La production d'édition, audiovisuel et diffusion

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
J58Z Édition	30 174	2,8	1,9	-2,8	1,7	0,7	0,2
J58Z1 Édition de livres, périodiques, journaux....	15 214	-1,8	-0,1	-5,3	1,6	1,2	0,0
J58Z2 Autres éditions de logiciels	14 960	8,5	4,2	-0,2	1,7	0,2	0,3
J59Z Prod. films cinémat. vidéo & prog.TV-	14 196	0,6	2,1	-14,1	0,3	-0,6	-1,3
J59Z1 Production de films cinématographiques, de	9 774	0,1	2,2	-11,2	0,0	-1,0	-1,1
J59Z2 Distrib. de films cinématographiques, de	3 275	2,3	0,5	-24,4	1,1	-0,1	-2,4
J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	1 147	0,1	7,5	-2,8	-0,1	0,9	-0,2
J60Z Programmation et diffusion	11 432	5,4	1,4	0,2	-2,4	-1,1	-3,1
J60Z1 Radiodiffusion	1 458	10,0	1,8	-4,9	-0,6	-0,1	-0,5
J60Z2 Programmation de télévision et télédiffusion	9 974	4,8	1,3	1,0	-2,6	-1,3	-3,5

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois en édition, audiovisuel et diffusion



Source : Insee, comptes des services

JB-JC : Télécommunication, services informatiques et d'information

L'activité ralentit mais reste dynamique en 2020, en particulier dans les télécommunications et les services d'information

La production en volume dans les services de télécommunications, activités informatiques et services d'information augmente de 3,1 % en volume (+ 7 % en 2019) dans un contexte de léger rebond des prix (+ 0,4 % après - 0,3 % l'année précédente). Par ailleurs, le déficit extérieur se dégrade fortement (- 2 200 millions après - 1 427 millions en 2019) sous l'effet de la hausse des importations en activités informatiques.

Les **services de télécommunication** tirent leur épingle du jeu et restent très dynamiques en 2020 (+ 5,6 % en volume après + 5,1 %) alors que les prix se stabilisent après trois années consécutives de baisse.

Les services télécoms ont contribué au maintien des activités essentielles, lors de la crise sanitaire. Avec l'essor du télétravail, de l'enseignement à distance et de la téléconsultation médicale, les usages ont explosé en 2020.

Selon l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), sur les réseaux mobiles, le nombre de forfaits continue d'augmenter à un rythme soutenu (près de + 2,0 millions entre fin 2019 et fin 2020). Parallèlement, le nombre de cartes prépayées diminue (- 1 million en un an). Au total, 78,1 millions de cartes SIM sont en service en France au 31 décembre 2020, dont neuf cartes sur dix sont des forfaits (70,3 millions au total). Enfin, de plus en plus de terminaux mobiles sont connectés à internet via les réseaux mobiles à très haut débit ; ainsi, près de huit cartes SIM sur dix, soit 60,4 millions, sont actives sur les réseaux 4G, ce qui représente 5,5 millions de cartes supplémentaires en un an. Cependant, malgré la dynamique observée sur la vente des forfaits, la croissance annuelle du revenu associé, 3,2 milliards d'euros, qui représente 96 % du revenu des services mobiles, fléchit (-0,8% en un an), fait qui n'avait pas été observé depuis trois ans. La limitation des déplacements induite par la crise sanitaire a entraîné une baisse importante des usages en itinérance³.

La consommation vocale depuis les réseaux fixes et mobiles a progressé fortement en 2020, alors qu'elle n'augmentait plus depuis plus de trois ans. Elle a atteint un niveau record durant le premier confinement : + 21% en un an au premier semestre 2020. Huit minutes sur dix sont émises depuis les terminaux mobiles.

Le déploiement des réseaux très haut débit progresse vivement, et en particulier, ceux en fibre optique de

bout en bout. Fin 2020, 24,2 millions de locaux sont raccordés aux réseaux FttH⁴, soit 5,8 millions de plus en un an contre + 4,9 millions un an auparavant. Dans le même temps, la France enregistre une croissance record du nombre d'abonnés FttH : + 3,3 millions en un an. Au 31 décembre 2020, sur un total de 30,6 millions d'accès internet, près de la moitié sont à très haut débit (48 %, +10 points en un an) au sein desquels une large majorité (71 %, + 9 points en un an) est de technologie FttH.

En 2020, les activités de **services de programmation, conseil et autres activités informatiques** ralentissent fortement. La production en volume n'augmente que de 0,6 % après + 7,7 % en 2019. Selon le Syntec Numérique, les activités de « conseil et services informatiques⁵ » afficheraient une baisse de chiffre d'affaires de - 4,2% (+ 3,1 % en 2019). Les SMACS⁶ (Social-Mobility-Analytics-Cloud) restent les moteurs du marché, avec une croissance nette estimée à 900 millions d'euros en 2020, soit + 6,4 % par rapport à 2019. Le cloud reste leader, avec un marché de 6,7 milliards d'euros, en croissance de + 12,2 %.

La production en **services d'information** reste très dynamique et sa croissance s'infléchit à peine (+ 8,3 % en volume après + 9,6 %). Après s'être contractés en 2019 (- 0,5 %), les prix rebondissent (+ 1,1 %). Les activités de *traitement de données, hébergement et activités connexes - portails Internet*, représentent plus de 90 % de l'activité de la branche « services d'information ». La production en volume progresse de 9,2 % après 10,3 % l'année précédente. Les prix repartent à la hausse (+ 1,1 % après - 0,6 %). A l'inverse, les *autres services d'information* (agences de presse) reculent nettement (- 3,3 % en volume après + 0,9 %).

³ Un client qui utilise son téléphone mobile lors d'un déplacement à l'étranger se retrouve en situation d'« itinérance » sur le réseau d'un opérateur mobile étranger. Chaque minute de voix, SMS ou Mo consommé utilise ainsi les ressources du réseau de cet opérateur étranger, qui facture des frais à l'opérateur français d'origine du client.

⁴Un réseau FTTH (Fiber to the Home, Fibre optique jusqu'au domicile) est un type de réseau de télécommunications physique qui

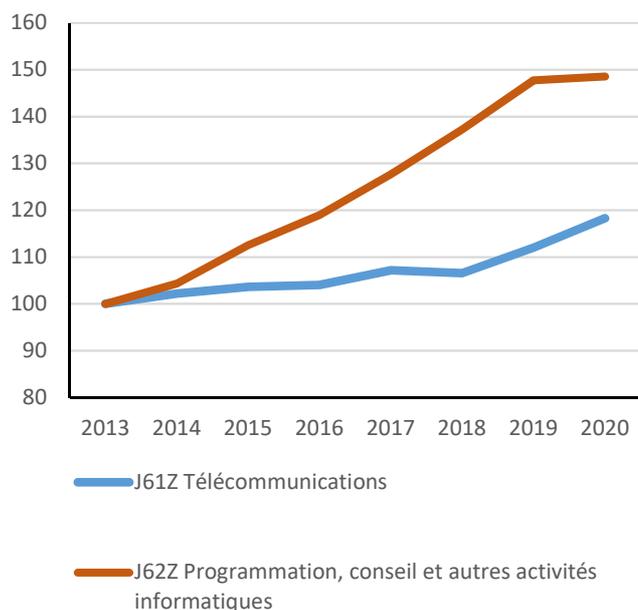
permet notamment l'accès à internet à très haut débit et dans lequel la fibre optique se termine au domicile de l'abonné.

⁵ Le champ d'activité enquêté par le Syntec Numérique ne recouvre pas celui suivi par l'Insee. Il suit une logique Métiers.

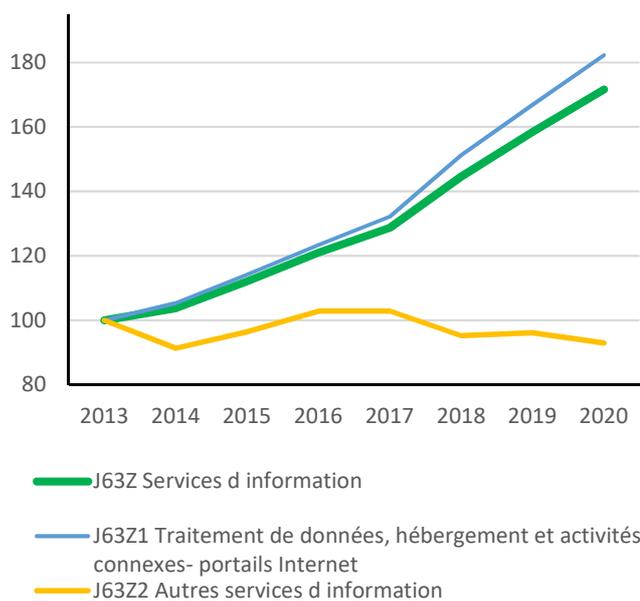
⁶ Cet acronyme synthétise les 4 leviers technologiques de la transformation digitale d'une entreprise : Social-Mobility-Analytics-Cloud.

Production en volume de télécommunications, services informatiques et d'information (indice 100 en 2013)

Télécommunications et services informatiques



Services d'information



Source : Insee, comptes des services

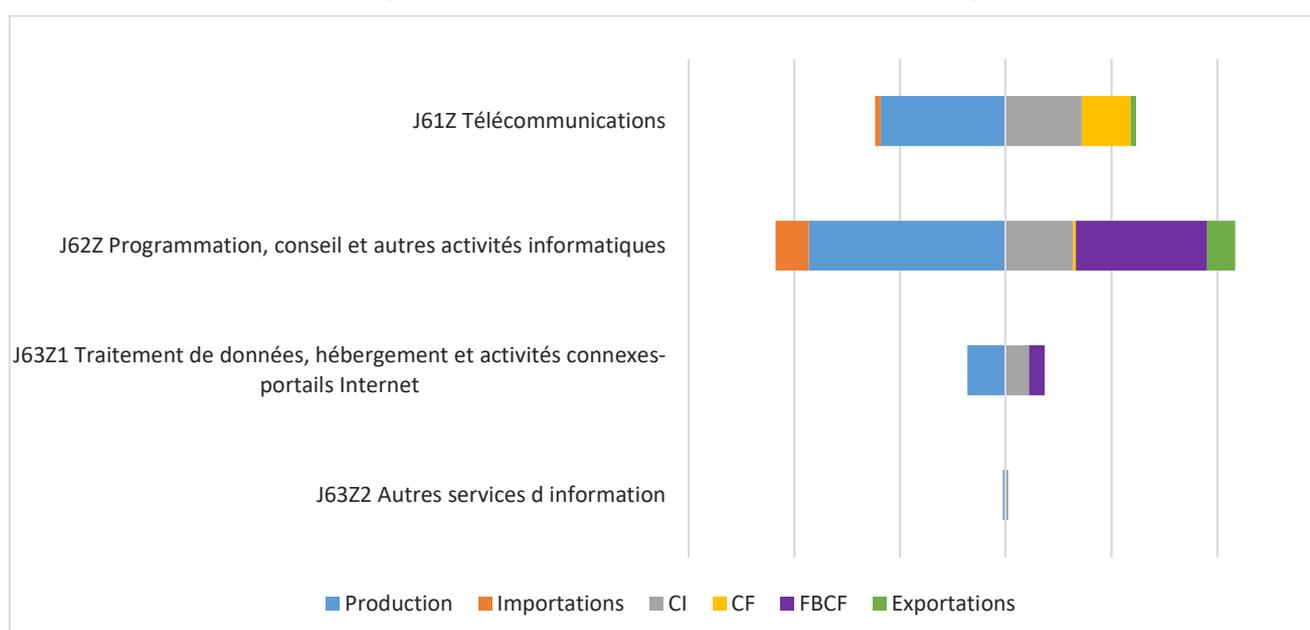
Source : Insee, comptes des services

La production en télécommunications, services informatiques et d'information

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
J61Z Télécommunications	59 168	-0,6	5,1	5,6	-1,3	-1,9	0,0
J62Z Programmation, conseil et autres activités	93 113	7,5	7,7	0,6	0,4	0,7	0,5
J63Z Services d'information	19 308	12,3	9,6	8,3	0,2	-0,5	1,1
J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet	18 024	14,4	10,3	9,2	0,2	-0,6	1,1
J63Z2 Autres services d'information	1 284	-7,4	0,9	-3,3	0,2	1,0	1,3

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois en télécommunications, services informatiques et d'information



Source : Insee, comptes des services

LZ : Activités immobilières

Les activités immobilières se maintiennent grâce à la location de logements alors que la location de bureaux et autres biens immobiliers est en crise

En 2020, la production en services immobiliers diminue faiblement (- 1,0 % en volume). La location de logements (loyers réels et imputés), qui représente l'essentiel de la production, n'a pas subi la crise. A l'inverse, la location d'autres biens (bureaux, commerces, terrains) pâtit des difficultés des entreprises clientes et se contracte nettement (- 8,8 %). Les transactions de logement stagnent en valeur et diminuent en nombre, en raison de l'arrêt des visites au printemps 2020. Les ventes d'autres locaux, commerce et bureaux notamment, sont dynamiques et soutiennent l'activité des marchands de biens.

En 2020, les ventes des **agences immobilières, marchands et administrateurs de biens** diminuent après plusieurs années de forte croissance dont une hausse particulièrement élevée en 2019 (- 4,1 % après + 8,1 % en volume).

L'activité des *agences immobilières* se replie en volume et diminue légèrement en valeur. D'après les sources fiscales et notariales⁷, un peu plus d'1 million d'appartements et maisons se sont échangés en 2020, soit autant qu'en 2017. Malgré la légère baisse du nombre de transactions de logements (- 4,0 %), l'augmentation des prix des biens vendus se poursuit en moyenne annuelle (+ 5,6 % selon l'indice Notaires-Insee). Le marché des ventes de logements, qui représente la principale activité des agences immobilières, est donc quasiment stable en valeur. L'activité des agences est davantage pénalisée en 2020 par la contraction du marché des logements loués, qui a souffert de la restriction des visites au printemps et en fin d'année.

L'activité des *marchands de biens immobiliers* ralentit mais reste bien orientée (+ 5,5 % en volume après + 10,2 % en volume). Les marchands de biens sont davantage présents que les agences sur le marché de l'immobilier d'entreprises (bureaux, commerces...) et la clientèle des entreprises. L'attrait des entreprises pour les investissements en locaux logistiques, résidentiels et commerciaux (alimentaire) soutient la demande. Les marchands de biens ont en outre moins souffert des fermetures administratives que les agences immobilières, leur activité a peu décliné au moment du premier confinement.

Les services d'*administration de biens immobiliers reculent* : les syndicats pâtissent de l'annulation ou du

report d'assemblées générales, de la baisse des commissions sur les travaux dans les copropriétés tandis que les autres gestionnaires de biens immobiliers pour compte de tiers sont confrontés aux difficultés de paiement d'une partie de leur clientèle entreprise. Les prix sont stables.

La production en **location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)** ralentit en volume sur le segment des logements et recule nettement sur celui des autres biens (bureaux, commerces...) et terrains.

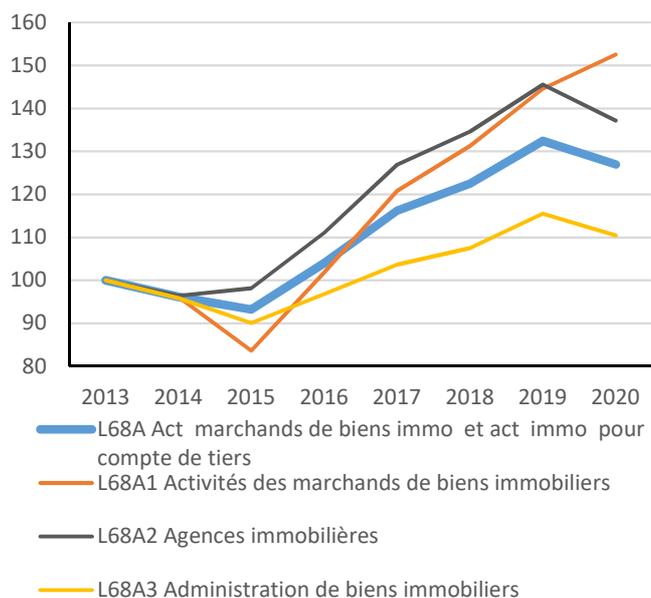
La production en *location de logements (loyers réels)* ralentit en volume et en prix. Les prix progressent quasiment au même rythme dans le secteur social et le secteur privé, alors que l'évolution était très différenciée les années précédentes en raison de la compensation de la baisse des aides au logement par les bailleurs sociaux. Les loyers des locations en cours de bail suivent l'indice de référence (IRL) fondé sur l'inflation passée (+ 0,5 %). Les loyers fixés suite à un changement de bail ou à la re-location, progressent un peu plus vite dans le secteur privé, notamment dans l'agglomération parisienne.

La *location de terrains et autres biens immobiliers (loyers réels)* s'adresse quasi exclusivement aux entreprises, secteur financier et assurances compris (99 %) et les producteurs sont d'abord des sociétés non financières. Les ressources sont constituées par des ventes mais aussi par des autres produits d'exploitation, en particulier quand les sociétés exercent la location immobilière à titre accessoire. Sur ce segment, les volumes diminuent fortement (- 8,8 %) et les prix ralentissent. En valeur, la production atteint 61 milliards d'euros en 2020.

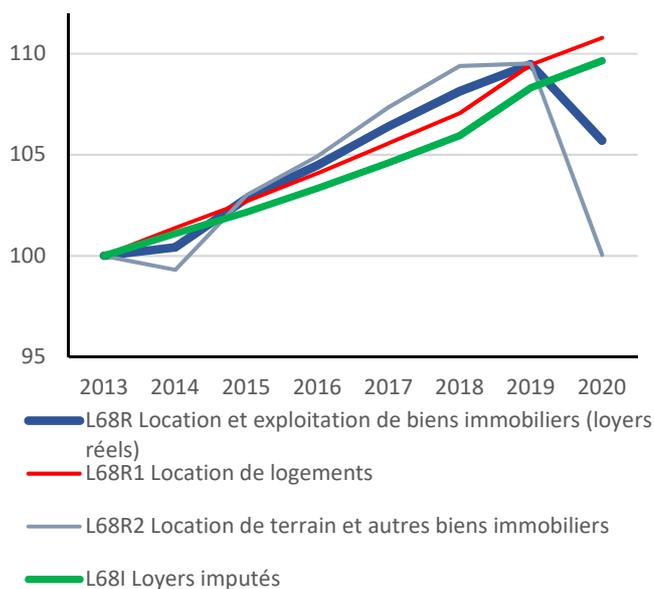
⁷ Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), d'après DGFIP (Médoc) et bases notariales

Production en volume de services immobiliers (indice 100 en 2013)

Activités marchands de biens et activités immobilières pour compte de tiers



Location et exploitation immobilière (loyers réels et imputés)



Source : Insee, comptes des services

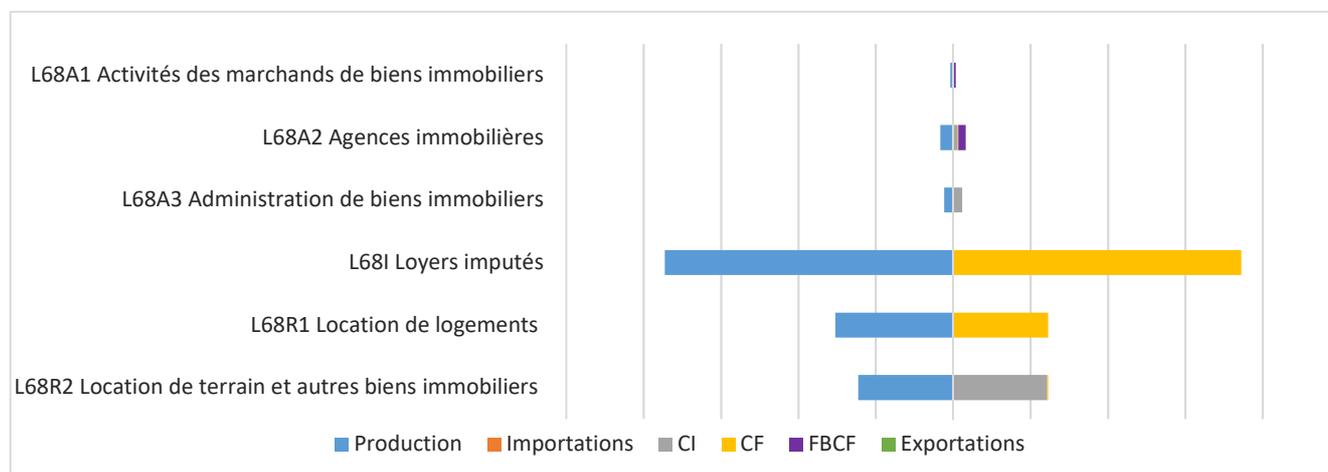
Source : Insee, comptes des services

La production de services immobiliers

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
L68A Activités des marchands de biens et immobilières pour compte de tiers	15 831	5,5	8,1	-4,1	1,0	0,7	2,0
L68A1 Activités des marchands de biens	1 777	8,7	10,2	5,5	-0,2	0,5	-0,3
L68A2 Agences immobilières	8 247	6,1	8,1	-5,8	1,1	1,6	4,0
L68A3 Administration de biens immobiliers	5 807	3,8	7,4	-4,5	1,2	-0,5	0,0
L68R Location et exploitation de biens immobiliers (loyers réels)	137 339	1,6	1,2	-3,5	-0,3	1,6	0,7
L68R1 Location de logements	76 041	1,4	2,3	1,2	-0,7	1,0	0,7
L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers	61 298	1,9	0,1	-8,8	0,1	2,3	0,6
L68I Loyers imputés	186 243	1,3	2,2	1,2	0,6	0,0	0,6

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois de services immobiliers



Source : Insee, comptes des services

MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques

Les activités juridiques et les sièges sociaux souffrent d'une demande en baisse

En 2020, l'élan des activités juridiques, comptables, de gestion et d'ingénierie est enrayé. La production de ces services diminue de 4,2 % en volume alors qu'elle était très allante les années précédentes. La demande en activités juridiques et sièges sociaux accuse la plus forte baisse alors que les activités comptables résistent. L'architecture et l'ingénierie sont relativement peu affectées en 2020 par la crise, en dépit de la chute de la construction : ces activités se prêtent au télétravail et les contrats sont en général de long terme. La production en conseil de gestion et en activités de contrôle diminue mais moins que celle de la plupart des services aux entreprises.

En 2020, la production des **activités juridiques et comptables** se replie (- 3,6 % en volume après + 3,4 %).

La production des **activités juridiques** diminue nettement (- 6,8 % en volume après + 2,8 %). Le nombre de transactions de logements anciens baisse (- 4 % ⁸) comme le nombre de logements neufs vendus (- 5 %). Par ailleurs, les autres types de prestations juridiques consommées par les ménages, entreprises et administrations (conseil et assistance juridique) reculent du fait des annulations ou des reports d'audiences lors du premier confinement. Les prix des services ralentissent (+ 1 % en 2020 après + 2,1 %).

En 2020, la production de la branche des **activités comptables** freine mais résiste (+ 0,3 % en volume après + 4,2 % en 2019). Le maintien des activités comptables à distance a été possible grâce à la transformation digitale⁹ mais la demande a été moins soutenue en raison des difficultés des entreprises clientes en particulier pour les plus petites structures. Les prix accélèrent (+ 1,4 % après + 0,9 % en 2019).

En 2020, la production en **activités des sièges sociaux et de conseil de gestion** diminue de 5,8 %.

L'activité des *sièges sociaux* est particulièrement affectée par la crise : elle diminue de 7,6 % en volume alors que les prix sont quasi stables. Avec une production de 91 millions en valeur en 2020, la branche représente le tiers de la production totale de la branche activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques.

Les *activités de conseil de gestion* résistent davantage (- 2,5 % en volume). La plupart des projets de fusion-acquisitions lancés avant la crise se sont maintenus et de nouvelles transactions ont été préparées dès l'été.

La production en **architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques** est peu affectée par la crise (- 1,2 % en volume après + 5,7 %). Ce léger recul s'accompagne d'un ralentissement des prix (+ 0,7 % après + 1,6 %).

La production en volume des *activités d'ingénierie et d'architecture* baisse (- 1,0 % après + 6,0 %). L'activité a moins été pénalisée par les confinements que d'autres services car elle se prête bien au télétravail et les commandes sont de long terme. Néanmoins elle a subi une baisse des nouvelles demandes. Selon le baromètre de l'AdCF¹⁰-Intercommunalités de France et la Banque des Territoires, la commande publique affiche une baisse de 18 %. La crise sanitaire a joué un rôle amplificateur dans un calendrier de renouvellement électoral déjà peu propice.

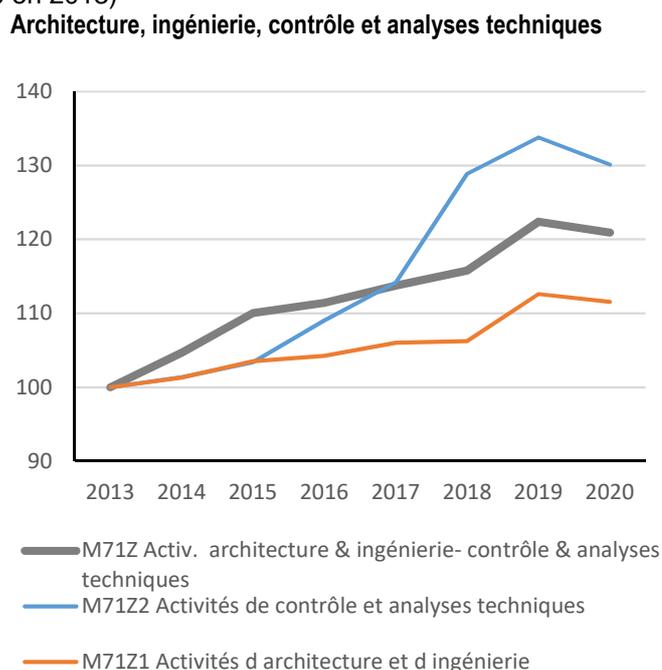
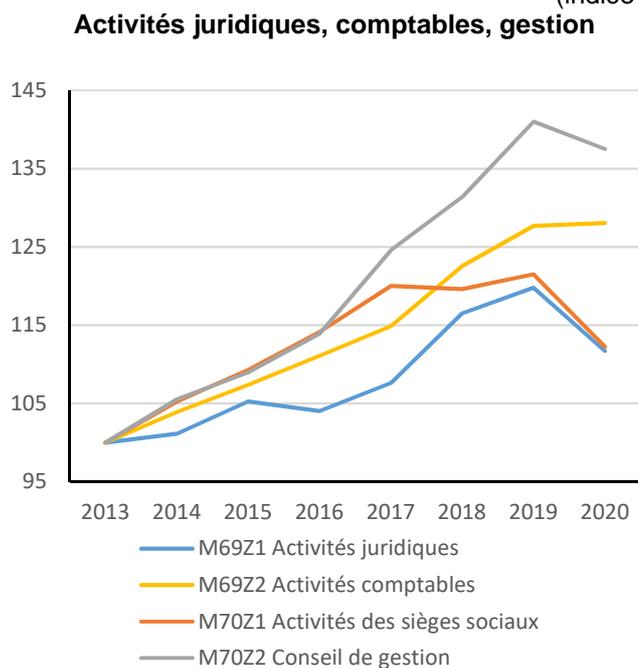
La production des *activités de contrôle et d'analyses techniques* connaît également une légère baisse en 2020 (- 2,7 % après + 3,8 %). Pour la première fois depuis 2017, les prix sont soumis à une forte pression (- 0,5 % après + 0,8 %). La consommation des ménages augmente de 2,3 % en volume, alors qu'elle baissait de 0,3 % en 2019. Elle recouvre notamment les dépenses des particuliers en contrôle technique automobile.

⁸ <https://www.notaires.fr/fr/relation-presse-notaires/note-de-conjoncture-immobili%C3%A8re-des-notaires-de-france-n%C2%B050>

⁹ <https://www.lemondeduchiffre.fr/num%C3%A9rique/71009-experts-comptables-pleine-transition-numerique.html>

¹⁰ Assemblée des communautés de France

Production en volume d'activités juridiques, comptables, gestion, ingénierie, contrôle et analyses techniques (indice 100 en 2013)



Source : Insee, comptes des services

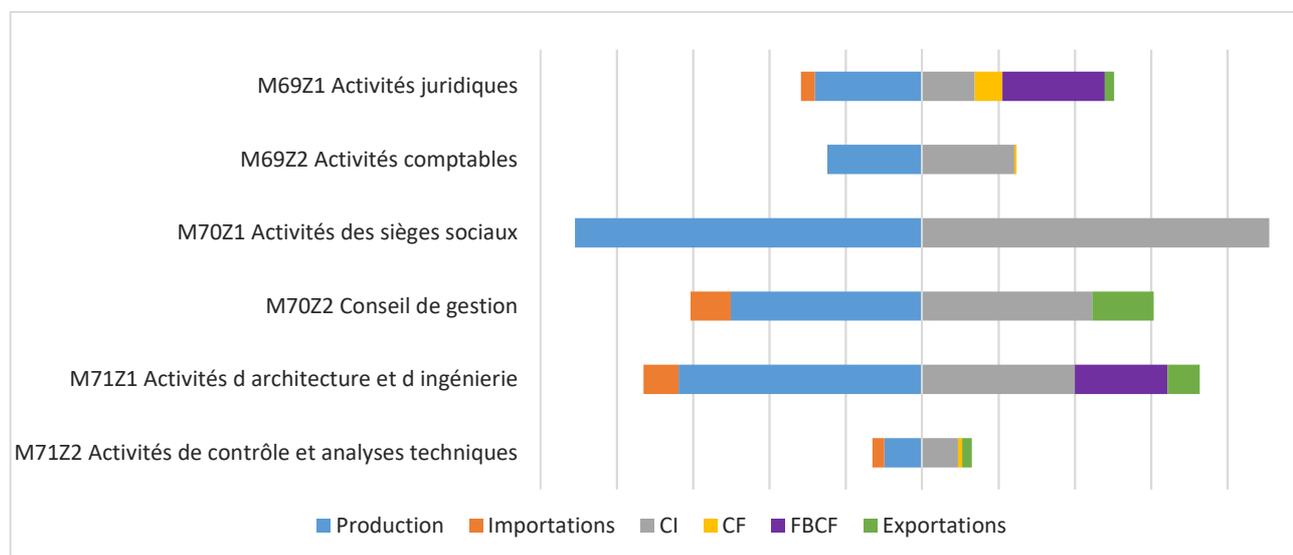
Source : Insee, comptes des services

La production d'activités juridiques, comptables, gestion, ingénierie, contrôle et analyses techniques

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
M69Z Activités juridiques et comptables	52 881	7,5	3,4	-3,6	0,5	1,6	1,2
M69Z1 Activités juridiques	28 087	8,3	2,8	-6,8	2,3	2,1	1,0
M69Z2 Activités comptables	24 794	6,7	4,2	0,3	-1,7	0,9	1,4
M70Z Sièges sociaux et conseil de gestion	141 109	1,5	3,5	-5,8	1,2	2,2	0,2
M70Z1 Activités des sièges sociaux	90 961	-0,3	1,6	-7,6	1,2	2,2	0,2
M70Z2 Conseil de gestion	50 148	5,5	7,3	-2,5	1,2	2,2	0,2
M71Z Architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	73 678	1,8	5,7	-1,2	0,1	1,6	0,7
M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie	63 760	0,2	6,0	-1,0	-0,1	1,8	0,9
M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	9 918	12,8	3,8	-2,7	0,7	0,8	-0,5

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois d'activités juridiques, comptables, gestion, ingénierie, contrôle



Source : Insee, comptes des services

MC : Autres activités scientifiques et techniques

La publicité tire à la baisse les autres activités scientifiques et techniques

En 2020, la production des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques chute de 5,1 % en volume. La production de la branche est tirée à la baisse par les activités de publicité et études de marché (- 13,5 % en volume après + 1,6 %). La croissance de la production des autres activités spécialisées scientifiques et techniques (+ 3,3 % après + 8,4 %) et des activités vétérinaires (+ 4,8 % en volume après + 4,3 %) compensent en partie la chute de la production de la branche publicitaire.

En 2020, la production des activités de **publicité et études de marché** chute (- 13,5 % en volume après + 1,6 %). Le marché publicitaire connaît un recul historique de 11,6 % des recettes (13,3 milliards d'euros en 2020) par rapport à 2019, selon l'IREP¹¹. Les annonceurs sont moins nombreux (60 809 annonceurs soit un repli de 9 %) et communiquent moins. La demande publicitaire de la distribution et l'automobile, les principaux annonceurs des médias, baisse de respectivement 15 % et 18 %. La demande de la culture-loisirs (- 40 %) et de l'hébergement-restauration (- 33 %) est atone en raison de la fermeture des lieux culturels et des hôtels et restaurants. La publicité diminue au cinéma (- 74,9 %) et en extérieur (- 33,3 %), alors que la publicité à la télévision (- 11 %) et la radio (- 12,7 %) sont moins sensibles aux restrictions liées à la crise. La publicité sur internet résiste bien : elle capte une part grandissante des recettes publicitaires (55,2% contre 48,4 % en 2019).

La production des *activités des agences de publicité* diminue fortement (- 14,5 % en volume après + 1 %). Cette baisse s'accompagne d'une diminution des prix (- 1,3 % après + 0,3 %). En 2020, de nombreuses campagnes de publicité ont été annulées ou reportées (notamment dans les sorties des films). La progression nette des communications gouvernementales, des publicités en faveur des services de livraisons à domicile, des sites de rencontres et des télécommunications n'a pas suffi à les compenser.

La faiblesse de la demande se répercute sur les *régies publicitaires* qui enregistrent une baisse marquée de leur production (- 12,2 % en volume après + 0,8 %). Après deux années consécutives de hausse les prix diminuent (- 1,6 % après + 0,3 % et + 1,3 %).

La production des *études de marché et sondages* baisse fortement en 2020 (- 11,5 % en volume après + 4,8 %). Les entreprises ont moins recours aux études marketing qui ne sont pas prioritaires. La généralisation du digital limite néanmoins la baisse du nombre d'études et de sondages (source : Baromètre MRNEWS-Callson). Les enquêtes en ligne permettent la mobilisation d'un grand nombre de personnes (en grande partie équipées en matériel informatique) ou de panels à moindre coût.

En 2020, la production des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** ralentit (+ 3,3 % en volume après + 8,4 %).

La production des *activités spécialisées de design* diminue fortement (- 12,2 % en volume après + 3,3 %), en raison des difficultés des secteurs de la mode, décoration, ameublement, principaux clients des activités de design, selon le ministère de la culture. L'activité des graphistes pâtit également de la baisse d'activité de la publicité en 2020¹². La baisse des prix reste contenue (- 1 % après + 0,8 %).

En 2020, la production en *activités photographiques* chute (- 19,5 % en volume après + 5,8 %). En effet, les fêtes familiales (mariages notamment) et les événements culturels ont été fortement réduits lors des confinements. Le traitement des films dans les magasins spécialisés a également été limité. Les prix quant à eux, augmentent significativement (+ 6,2 % après + 0 %). Cette hausse tarifaire répercute la hausse des prix du matériel photographique importé.

La production des *services de traduction et interprétariat* recule (- 7,5 % en volume après - 0,4 %). Ces activités ont souffert de la crise sanitaire malgré une aide financière aux interprètes de conférence indépendants en raison de l'annulation de nombreux événements internationaux. Les prix quant à eux poursuivent leur baisse (- 0,9 % après - 0,5 %).

Le dynamisme des *autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées ailleurs* ne se dément pas (+ 12 % en volume après + 11,2 %). Les prix baissent en 2020 après deux années consécutives à la hausse (- 0,9 % après + 0,9 % et + 1,3 %).

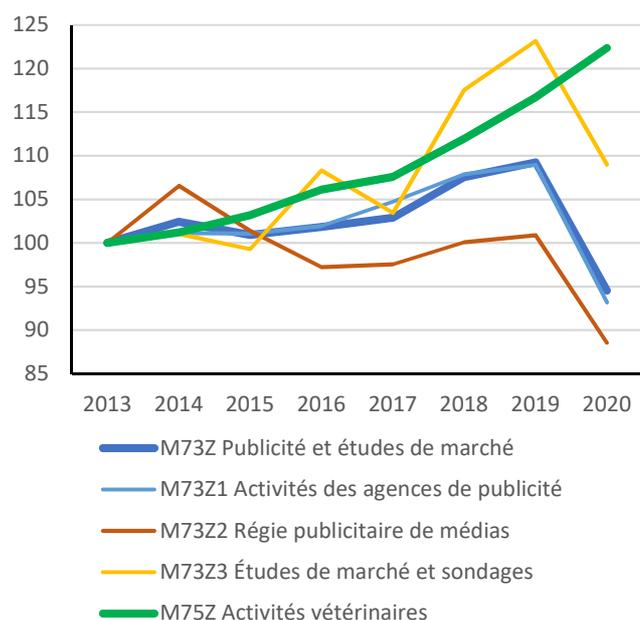
La production de la branche des **activités vétérinaires** demeure allante (+ 4,8 % en volume après + 4,3 %). La France reste le premier pays européen pour le nombre d'animaux de compagnie (80 millions ; source : Facco / Kantar) et leurs soins se développent à vive allure. *A contrario*, les vétérinaires spécialisés dans les animaux de rente sont de moins en moins nombreux (- 14,7 % depuis 5 ans d'après l'ordre des vétérinaires). Les prix accélèrent en 2020 (+ 1,8 % après + 0,6 %).

¹¹ Baromètre unifié du marché publicitaire-France Pub, IREP, Kantar

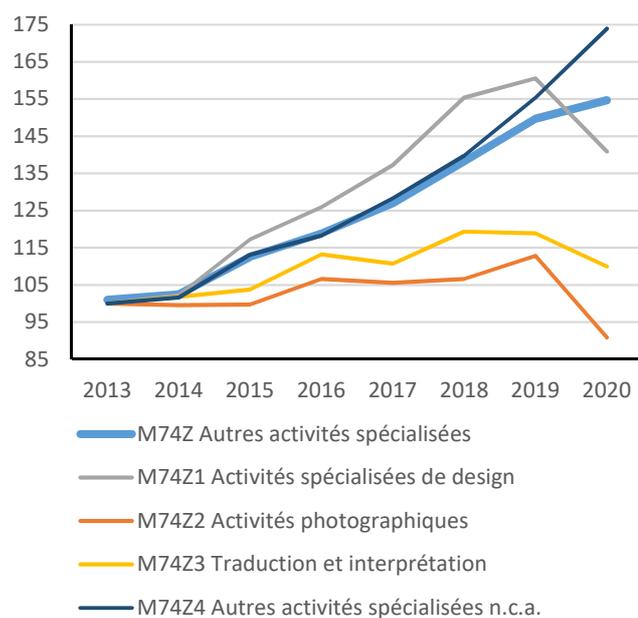
¹² <https://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200717068.html>

Production en volume d'autres activités scientifiques et techniques (indice 100 en 2013)

Publicité et activités vétérinaires



Autres activités spécialisées



Source : Insee, comptes des services

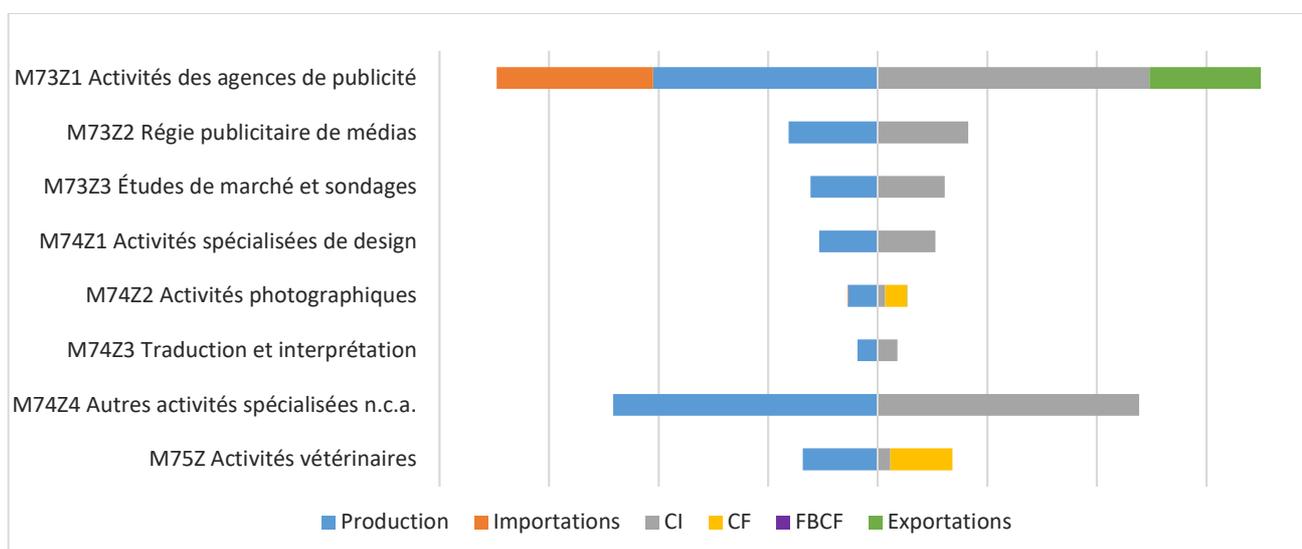
Source : Insee, comptes des services

La production d'autres activités scientifiques et techniques

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
M73Z Publicité et études de marché	17 368	4,5	1,6	-13,5	0,2	0,3	-1,3
M73Z1 Activités des agences de publicité	10 248	3,0	1,0	-14,5	-0,2	0,3	-1,8
M73Z2 Régie publicitaire de médias	4 058	2,6	0,8	-12,2	1,3	0,3	-1,6
M73Z3 Études de marché et sondages	3 062	13,6	4,8	-11,5	0,3	0,3	0,8
M74Z Autres activités spécialisées	16 978	8,8	8,4	3,3	1,4	0,7	-0,4
M74Z1 Activités spécialisées de design	2 663	13,2	3,3	-12,2	1,3	0,8	-1,0
M74Z2 Activités photographiques	1 339	1,0	5,8	-19,5	2,4	0,0	6,2
M74Z3 Traduction et interprétation	914	7,8	-0,4	-7,5	1,2	-0,5	-0,9
M74Z4 Autres activités spécialisées n.c.a.	12 062	8,9	11,2	12,0	1,3	0,9	-0,9
M75Z Activités vétérinaires	3 421	4,1	4,3	4,8	0,9	0,6	1,8

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois d'autres activités scientifiques et technique



Source : Insee, comptes des services

NZ : Activités administratives et de soutien

En 2020, la production d'activités administratives et de soutien plonge

La chute de la production est très marquée en 2020 pour les activités administratives et de soutien. L'intérim est en particulier très déprimé : il a notamment beaucoup reculé lors du premier confinement qui a entraîné l'arrêt de nombreuses activités dans l'industrie, la construction et les services. La production des agences de voyages, voyagistes s'effondre (- 60 %) tout comme celle liée à l'organisation des foires et salons (- 51 %). La location et location-bail, les services liés aux bâtiments et à l'entretien paysager s'en sortent mieux, leur activité recule plus faiblement.

En 2020, la production en **location et location-bail** diminue en volume, tirée à la baisse par la location de véhicules automobiles (- 7,2 % en volume) et en biens personnels (- 7,4 %) et la location de matériel professionnel (- 4,3 %) dans une moindre mesure. A contrario, la location en *location et location-bail de propriété intellectuelle* (franchises, licences, brevets) augmentent en volume (+ 4,6 % en volume).

Les **services liés à l'emploi** ont été particulièrement impactés par la crise sanitaire en 2020 (- 16,3 % en volume après + 0,8 %). Mesuré en équivalent temps plein, l'emploi intérimaire a connu une baisse historique au premier trimestre avec l'arrêt de nombreuses activités utilisatrices de main d'œuvre intérimaire. Malgré une reprise lors des trimestres suivants, l'intérim n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire fin 2020 d'après la DARES¹³.

La production en volume des **agences de voyages, voyagistes, services de réservation et autres activités connexes** s'effondre en 2020. Ce service marchand figure parmi les plus durement impactés par la pandémie de la Covid-19 avec une chute de 59,8 %. Le tourisme a en effet connu la pire année de son histoire avec une baisse de 74 % des arrivées internationales en 2020 selon l'Organisation mondiale du tourisme. La production des *agences de voyage et voyagistes* décroît considérablement (- 62 % en volume) avec un déclin constant de l'activité de mars à mai suivi d'une remontée de juin à août avec un niveau restant cependant largement inférieur aux années précédentes. Une nouvelle baisse continue de l'activité s'observe de septembre à novembre tandis qu'une légère reprise s'amorce en décembre à l'occasion des vacances de Noël et du deuxième déconfinement. Par ailleurs, selon le groupe Altares, le nombre de défaillances a augmenté de 3,1 % en 2020 dans le secteur des agences de voyages. De plus, TUI France qui était le plus gros contributeur au chiffre d'affaires de la branche en 2018 prévoit la suppression de plus de 60 % de ses postes suite à la crise sanitaire et les 65 agences intégrées du groupe seraient soit cédées, soit fermées, soit franchisées.

La production en volume des *autres services de réservation et activités liées* diminue également de façon drastique (- 52,5 % après + 8,8 % en 2019).

La production dans la branche **sécurité privée et enquêtes** a légèrement diminué en 2020 (- 2,4 % en volume après + 2,7 %). Cette baisse résulte d'un recours moindre aux services de sécurité lié à la fermeture administrative de nombreux lieux accueillant du public lors de la crise sanitaire. Le contexte de menace terroriste depuis 2015 et le contrôle de la bonne application des gestes barrières dans les magasins restés ouverts explique la moindre baisse que pour d'autres activités. Les prix continuent d'augmenter au même rythme que les années précédentes (+ 0,7 %).

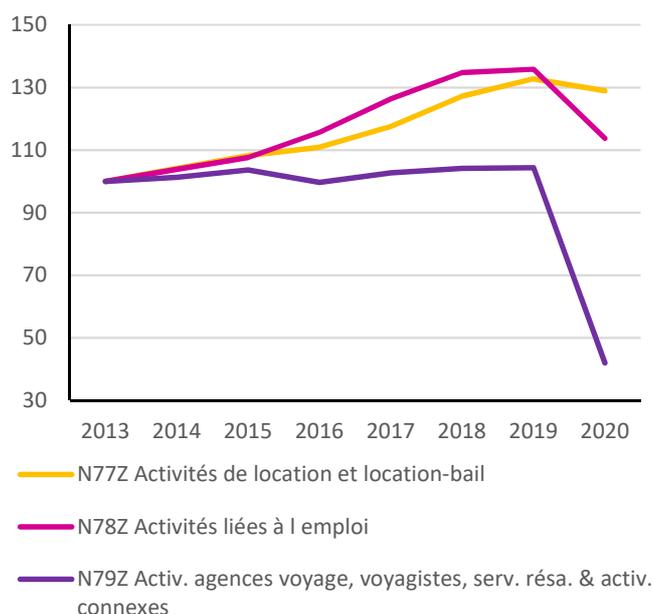
Dans les **services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager**, la crise sanitaire a certes rompu l'élan de croissance, mais la perte est très modérée (- 0,9 %). En 2020, l'activité a surtout diminué durant le mois de mai tandis qu'elle a progressé en novembre. Les prix ralentissent (+ 0,6 %).

La production en volume des **activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises** décroît de 9,6 % en 2020 après deux années de croissance soutenue (+ 6,6 % en 2019). La situation est très contrastée selon les sous-activités. L'activité de *centre d'appels* est très allante : sa production augmente en volume de + 5,4 %. Les *activités administratives* pâtissent peu de la crise car elles se prêtent assez bien au télétravail. A l'inverse, *l'organisation de salons professionnels et congrès* subit l'annulation des réunions et événements en présentiel. Sa production chute lourdement en volume (- 51,4 %) : l'activité baisse drastiquement lors du premier confinement et ne retrouve pas de tonus ensuite. Les autres *activités de soutien aux entreprises non classées ailleurs* (recouvrement de factures, conditionnement, saisie, société d'information financière sur la clientèle, production de comptes rendus, affacturage, commissaires-priseurs indépendants, etc. ...) couvrent 80 % de la production de la branche. Leur production décroît en volume de 7,3 % en 2020. L'augmentation des prix reste soutenue dans ces activités (+ 3,0 %).

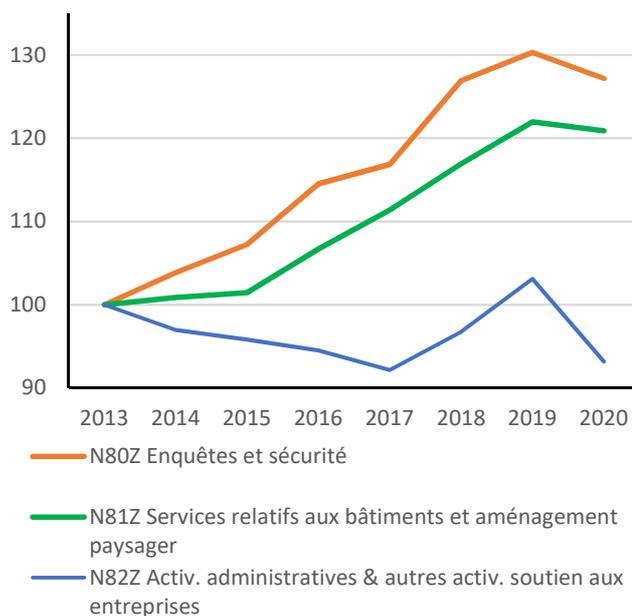
¹³ <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/au-4e-trimestre-2020-lemploi-interim-continue-se-redresser-51>

Production en volume d'activités administratives et de soutien (indice 100 en 2013)

Location location-bail, services liés à l'emploi et agences de voyage



Enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments, activités administratives et de soutien



Source : Insee, comptes des services

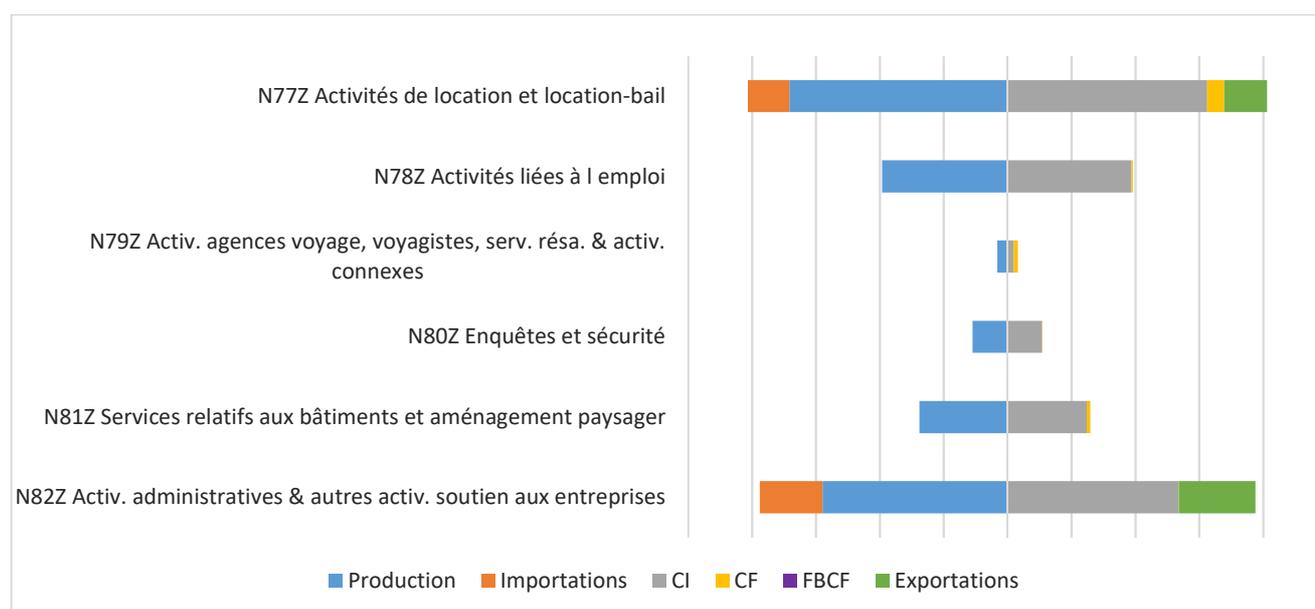
Source : Insee, comptes des services

La production d'activités administratives et de soutien

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
N77Z Activités de location et location-bail	68 379	8,2	4,3	-2,7	-0,1	1,0	0,5
N78Z Activités liées à l'emploi Agences voyage, voyagistes, réservations et activités connexes	39 229	6,6	0,8	-16,3	1,1	1,6	1,4
N79Z Activ. agences voyage, voyagistes, serv. résa. & activ. connexes	3 222	1,4	0,2	-59,8	3,8	1,9	-0,2
N80Z Enquêtes et sécurité	10 932	8,6	2,7	-2,4	0,6	0,8	0,7
N81Z Services relatifs aux bâtiments et aménag. paysager	27 616	4,9	4,3	-0,9	1,3	1,0	0,6
N82Z Activités administratives et de soutien	57 941	5,0	6,6	-9,6	2,2	0,3	2,4

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois d'activités administratives et de soutien



Source : Insee, comptes des services

RZ : Arts, spectacles et activités récréatives

Les activités artistiques, culturelles et récréatives s'effondrent

En 2020, la production marchande en arts, spectacles et activités récréatives fléchit de 27,4 % en volume après une hausse de 5,2 % l'année précédente. Les autres activités récréatives et de loisirs comprenant notamment les activités des parcs d'attractions, les foires et salons de nature récréative ainsi que certaines discothèques¹⁴ voient leur production s'effondrer. A l'inverse, les jeux de hasard et d'argent sont moins impactés par la crise sanitaire grâce à la croissance très vigoureuse du marché des jeux en ligne. Les prix décelèrent (+ 1,6 % après + 2,2 % en 2019).

En 2020, la production en volume des **activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes** chute lourdement (- 35,5 %) dans un contexte de progression des prix de 2,6 %.

Après une bonne année 2019, l'activité des **bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes** plonge en 2020 (- 27,2 % en volume après + 5,4 %). La fréquentation des musées et monuments en France s'effondre du fait d'une conjoncture touristique inédite et très défavorable (faible présence des touristes non-résidents, fermeture pendant cinq mois, absence de groupes et jauges réduites). L'Île-de-France est particulièrement concernée.

La production des **jeux de hasard et d'argent** fléchit nettement en volume (- 10,3 % après + 8,2 % en 2019) mais reste portée par les jeux en ligne qui représentent actuellement environ 17 % du chiffre d'affaires total du marché. Après plusieurs années de croissance, l'activité de la Française des Jeux (FDJ) faiblit avec des mises en baisse de 6,8 %. Les mises numérisées¹⁵ poursuivent leur ascension (+ 12 %) grâce au succès de la loterie digitale et représentent désormais 24 % des mises totales du groupe. Selon l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ), anciennement Arjel¹⁶, le chiffre d'affaires du marché des jeux d'argent en ligne croît de 22 % en 2020 et atteint son plus haut niveau depuis l'ouverture de ce secteur d'activité. Contrairement aux années précédentes, ce ne sont pas les paris sportifs en ligne qui contribuent le plus à cette hausse. En effet, les mises de ces derniers augmentent de 6 % après une progression de 56 % puis de 30 % respectivement en 2018 et 2019. L'arrêt des compétitions sportives durant le premier confinement explique ce fort ralentissement en 2020. A l'inverse, les chiffres d'affaires des deux autres segments de jeux en ligne, c'est-à-dire le poker et les paris hippiques¹⁷, battent des records et affichent une croissance à deux chiffres par rapport à 2019

(respectivement + 64 % et + 31 %). De nombreux parieurs sportifs se sont effectivement tournés vers le poker au deuxième trimestre.

Avec la fermeture d'un grand nombre de points de vente et la chute de l'offre de paris et de courses hippiques au cours du premier confinement, le total des mises enregistrées par le PMU diminue d'environ 17 %. De même, les casinos français qui ont dû fermer pendant presque la moitié de l'année constatent un effondrement de leur chiffre d'affaires de 24 % après une année 2019 très dynamique. La nette diminution du tourisme est également peu propice à cette activité.

En 2020, les **activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes** chutent de 31,3 % en volume.

Les *activités marchandes liées au sport* sont légèrement moins affectées par la crise sanitaire que les autres activités de cette branche mais elles subissent néanmoins une baisse de leur production de 24,9 % en volume après trois années de forte croissance.

La production des *autres activités récréatives et de loisirs marchandes* dévise (- 42,2 % en volume après + 2,3 %). La demande des ménages qui constitue un peu plus des deux-tiers de la demande intérieure s'effondre (- 50,6 % en volume). Les parcs d'attractions et parcs à thèmes ont été lourdement impactés par la pandémie de la Covid-19. Selon le Syndicat National des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (SNELAC), leur fréquentation décroît de 48 % en 2020. Le chiffre d'affaires du Futuroscope est divisé par deux et celui d'Euro Disney diminue de 44 % notamment en raison de l'absence de clientèle étrangère qui représente en temps normal la moitié des visiteurs. Quant au Puy du Fou, deuxième parc de France, il enregistre une baisse de fréquentation de 60 % qui contraste avec le record de fréquentation observé en 2019.

¹⁴ Il s'agit des discothèques et des pistes de danse où le service de boissons n'est pas prédominant.

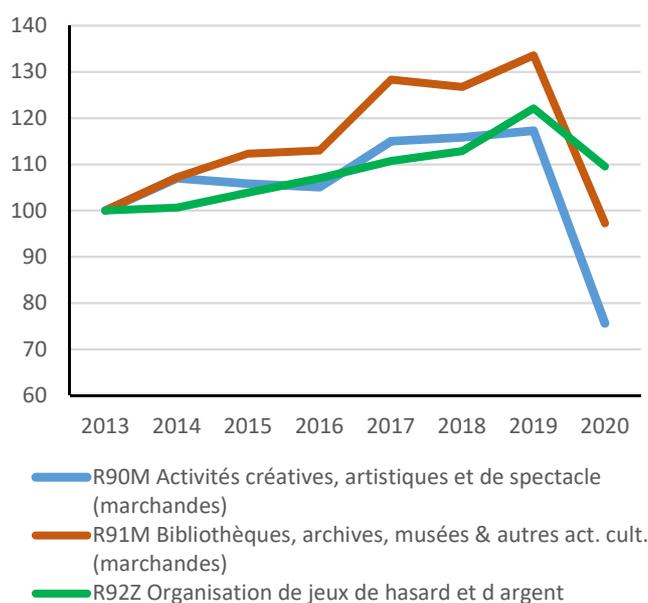
¹⁵ Les mises numérisées regroupent les mises en ligne et les mises dématérialisées en point de vente.

¹⁶ Depuis le 1er janvier 2020, l'ANJ remplace l'Arjel (Autorité de Régulation des Jeux En Ligne). Les pouvoirs ont été renforcés afin de mieux contrôler le marché des jeux d'argent en ligne et limiter les risques encourus par les joueurs.

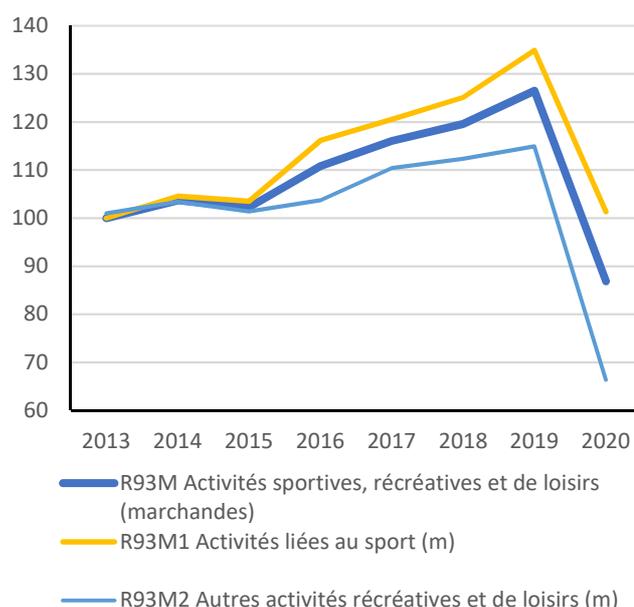
¹⁷ Les courses hippiques françaises n'ont été arrêtées que deux mois (au cours du premier confinement) et les paris en ligne ont continué sur les courses étrangères.

Production en volume d'activités culturelles et de loisir marchandes (indice 100 en 2013)

Activités artistiques et culturelles, jeux de hasard et d'argent



Activités sportives et récréatives marchandes



Source : Insee, comptes des services

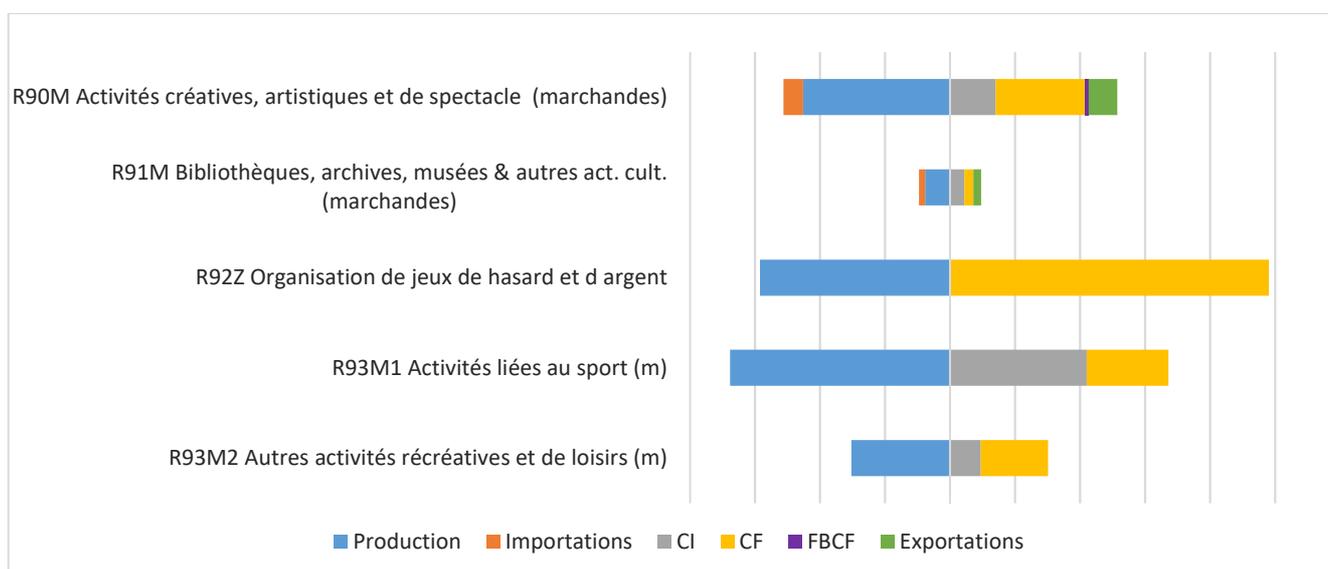
Source : Insee, comptes des services

La production d'activités culturelles et de loisir marchandes

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
R90M Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	4 515	0,7	1,2	-35,5	2,5	3,6	2,6
R91M Bibliothèques, archives, musées & autres act. cult. marchandes	765	-1,2	5,4	-27,2	-0,3	0,9	2,4
R92Z Organisation de jeux de hasard et d'argent	5 844	2,0	8,2	-10,3	-3,3	-0,4	1,5
R93M Activités sportives, récréatives et de loisirs	9 798	3,0	5,8	-31,3	1,1	2,8	1,2
R93M1 Activités liées au sport (m)	6 765	3,8	7,8	-24,9	0,8	1,1	1,7
R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs (m)	3 033	1,8	2,3	-42,2	1,7	5,7	0,1

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois en activités culturelles et de loisir marchandes



Source : Insee, comptes des services

SZ : Autres activités de services marchands

L'activité des services personnels chute drastiquement

La production en volume de la branche des autres activités de services, hors secteur associatif, chute de 17,0 % en 2020 après + 1,8 % en 2019 et + 2,2 % en 2018. La réparation d'ordinateurs est moins affectée que les Autres services personnels. La consommation des ménages suit la même tendance (– 15,8 % après + 0,8 % en 2019). Grâce aux prix soutenus (+ 1,7 %), la production en valeur baisse un peu moins et s'établit à 23,9 milliards d'euros en 2020.

La production en volume de la **réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques** résiste relativement bien à la crise sanitaire, comparativement aux autres services personnels, avec une perte de 10,3 % en 2020 après + 1,0 % en 2019. La demande des entreprises baisse un peu moins (– 7,1 % en volume après + 1,7 % en 2019). L'indice de chiffre d'affaires est au plus haut en janvier (+ 4,0 % par rapport à janvier 2019). Il diminue ensuite jusqu'en avril (– 36,6 %). L'activité reprend avec le déconfinement de mai et revient à son niveau d'avant crise. Après la légère baisse de novembre, l'année se termine avec un mois de décembre excédentaire (+ 1,7 %). La hausse des prix des réparations pour les ménages est stable (+ 1,2 % après + 1,1 % en 2019 et + 1,3 % en 2018). L'augmentation globale du prix de vente, pour les ménages et les entreprises, s'établit à + 1,9 %, soit la plus forte augmentation depuis 2013.

La production en volume des **autres services personnels** décroît de 20,6 % en 2020 après + 2,2 % en 2019. La consommation des ménages (– 17,2 % en volume) baisse moins que la demande intérieure des entreprises (– 22,1 %). Selon les indices de chiffre d'affaires, l'activité est très affectée par les confinements: elle baisse du tiers en mars, des deux tiers en avril et de la moitié en novembre. Du fait de la forte activité du début et de la fin d'année, les prix accélèrent légèrement (+ 1,6 % après + 1,5 % en 2019 et + 1,3 % en 2018).

La production de la *blanchisserie-teinturerie*, décroît en volume de 29,8 % en 2020 après + 0,7 % en 2019 en raison de la baisse de la consommation des ménages (– 28,2 % en volume) et de la demande des entreprises (– 29,0 % en volume). C'est la branche la plus touchée des « autres services personnels ». L'activité n'est jamais complètement à l'arrêt y compris en avril (– 39,4 %). En dehors d'avril et mai, l'activité ne baisse même jamais en-dessous de – 23 %, avec une nette amélioration en septembre (– 11,8 %), et décembre (– 14,6 %). L'augmentation des prix s'établit à + 0,5 %, après être restée stable entre + 1,6 % et + 1,8 % quatre années consécutives.

La production de la *coiffure*, décroît en volume de 23,0 % en 2020 après + 1,2 % en 2019. La consommation des ménages lui emboîte le pas (– 20,5 % en volume), ainsi que la demande des entreprises (– 22,9 % en volume). L'activité est quasiment à l'arrêt en avril (– 95,7 %). De juin à

octobre, elle se maintient à un niveau légèrement déficitaire, tout près de son niveau avant crise en septembre. Après un mois de novembre morose, l'année se termine très positivement, les ménages se rendant dans les salons de coiffure ouverts pour Noël (+ 21,5 % pour décembre). Les prix accélèrent sensiblement (+ 2,6 % après + 1,0 % en 2019 et 2018).

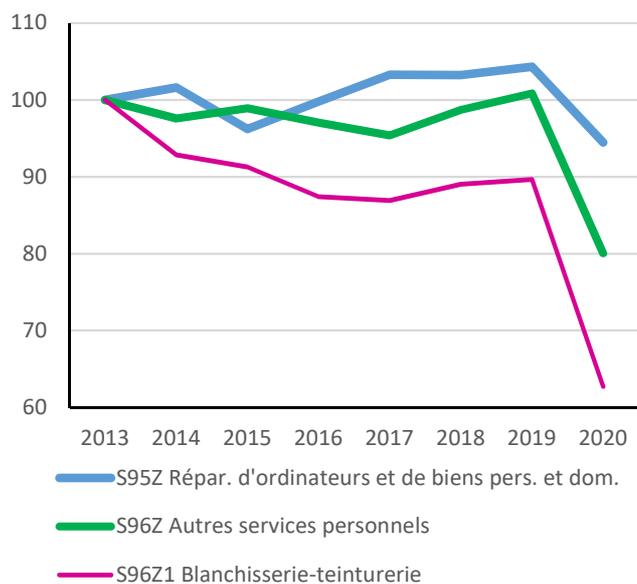
La production des *soins de beauté*, décroît en volume de 21,9 % en 2020 (+ 4,7 % en 2019). La consommation des ménages suit la même tendance (– 19,1 % en volume). La branche semble être moins affectée par la crise sanitaire que la coiffure. Janvier (+ 9,0 %) et décembre (+ 12,7 %) sont les deux mois de plus forte activité. L'activité est presque à l'arrêt en avril (– 91,4 %), et baisse des trois quarts en novembre. Cependant l'activité retrouve des couleurs, en juillet et septembre alors que n'est pas le cas pour la coiffure. Les prix augmentent au même rythme que les années précédentes (+ 1,3 %).

La production des *services funéraires*, croît en volume de 0,8 %. La consommation des ménages augmente en volume (+ 4,8 % après – 1,1 % en 2019) à un rythme inédit depuis 2015. Les deux derniers mois de l'année sont fortement excédentaires, dépassant + 20 %. L'augmentation des prix s'atténue (+ 1,2 % après + 2,2 % en 2019 et + 2,1 % en 2018).

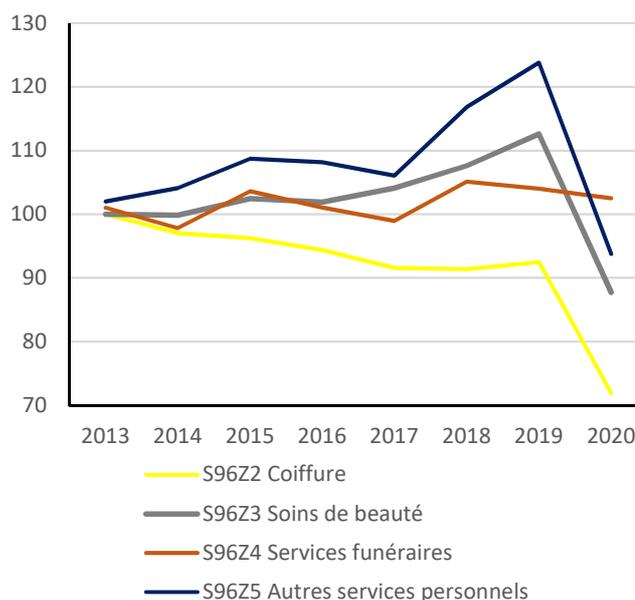
La production des *services personnels divers*, décroît en volume de 24,6 % en 2020 après + 6,0 % en 2019. La branche regroupe l'entretien corporel et les autres services personnels. La situation dégradée provient surtout de l'entretien corporel. Sept mois sur douze, l'activité est déficitaire d'au moins 40 %, avec trois mois presque à l'arrêt. Dans les autres services personnels, pour lesquels l'activité n'est jamais à l'arrêt, le mois le plus difficile a été avril (– 33,4 %). De juin à décembre, l'activité s'est globalement maintenue. Les prix ralentissent (+ 1,1 % après + 1,9 % en 2019).

Production en volume d'activités culturelles et de loisir marchandes (indice 100 en 2013)

Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, autres services personnels, dont blanchisserie-teinturerie



Coiffure, soins de beauté, services funéraires et autres services personnels



Source : Insee, comptes des services

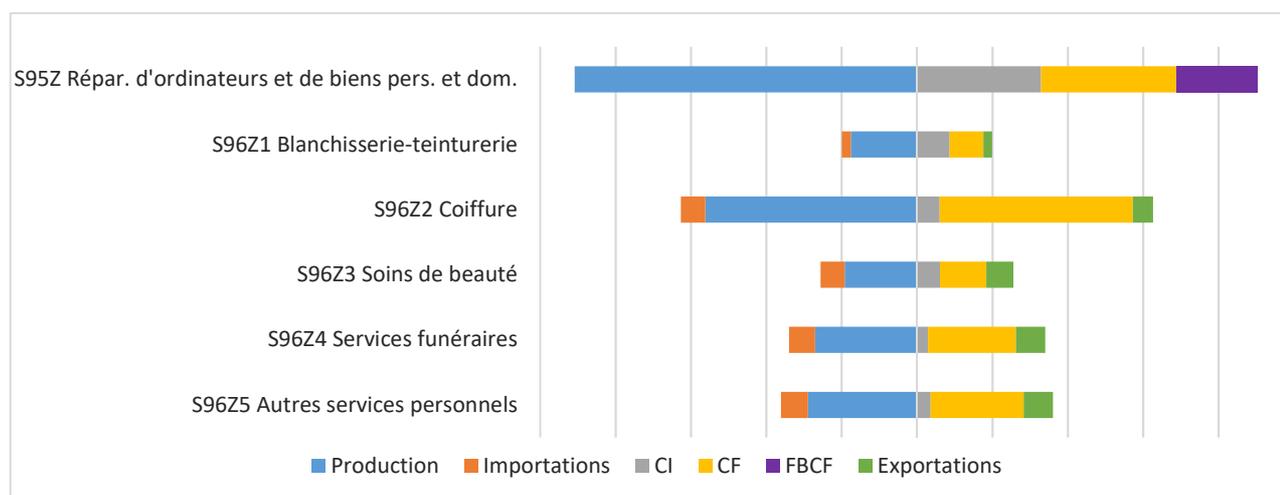
Source : Insee, comptes des services

La production d'autres services personnels

	Montant 2020 en millions d'euros	Évolution en volume (%)			Évolution en prix (%)		
		2018	2019	2020	2018	2019	2020
S95Z Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	9 001	-0,1	1,0	-10,3	1,2	0,8	1,9
S96Z Autres services personnels	14 879	3,5	2,2	-20,6	1,3	1,5	1,6
S96Z1 Blanchisserie-teinturerie	1 758	2,4	0,7	-29,8	1,6	1,7	0,5
S96Z2 Coiffure	5 557	-0,2	1,2	-23,0	1,0	1,0	2,6
S96Z3 Soins de beauté	1 924	3,4	4,7	-21,9	1,3	1,2	1,3
S96Z4 Services funéraires	2 762	6,2	-1,0	0,8	2,1	2,2	1,2
S96Z5 Autres services personnels	2 878	10,2	6,0	-24,6	1,3	1,9	1,1

Source : Insee, comptes des services

Les ressources et emplois en activités culturelles et de loisir marchandes



Source : Insee, comptes des services

Annexes

Annexe 1 : Principales révisions

Comme tous les ans, les résultats publiés l'année précédente sont actualisés avec les dernières informations disponibles : le compte 2018 définitif se substitue au compte semi-définitif 2018 et le compte semi-définitif 2019 remplace le compte provisoire 2019. Les principales révisions sont présentées dans cette annexe. S'agissant des évaluations 2019, seules les ventes des entreprises non financières avaient été publiées dans le rapport annuel des services, les autres indicateurs étaient beaucoup plus fragiles (production et principales opérations des équilibres ressources-emplois). En particulier, certains exogènes des APU, des IF, des ménages et des échanges extérieurs n'avaient pas été intégrés au niveau fin.

Production des branches de Services (champ de l'ancienne Commission des Comptes des Services)

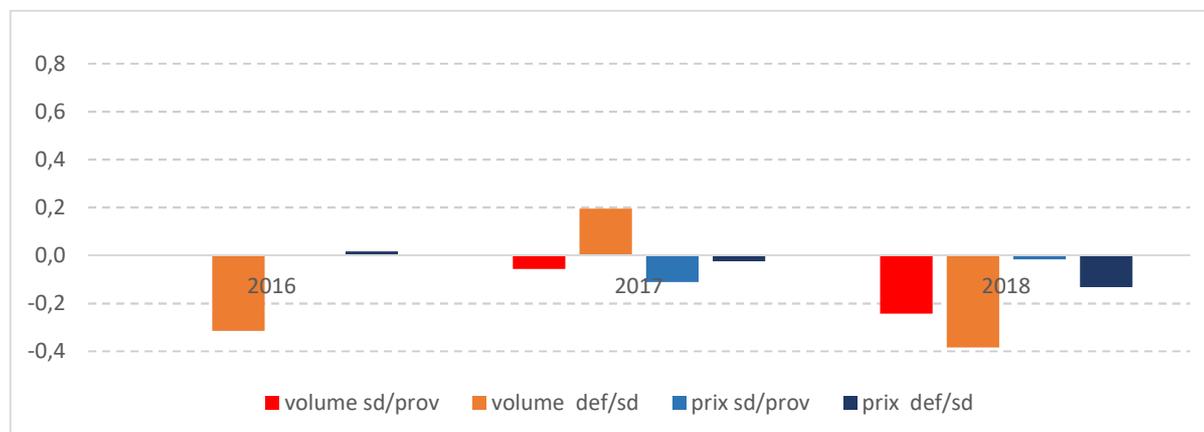
Le compte 2018 définitif intègre les données structurelles d'entreprises (Esane) définitives. La production totale des branches des services marchands non financiers (champ de l'ancienne commission des comptes des services) est revue à la baisse de 6,4 milliards d'euros en valeur (*figures 1 et 3*). Son évolution en volume perd 0,4 point et son évolution en prix diminue de 0,1 point. L'évolution en volume avait déjà été assez nettement révisée à la baisse lors du compte semi-définitif, l'an dernier. Les révisions entre le définitif et le semi-définitif 2018 sont plus conséquentes pour les ventes des entreprises non financières que pour la production. En effet, les autres composantes de la production (production des autres secteurs institutionnels et notamment les loyers imputés) sont traditionnellement beaucoup moins revus d'un compte à l'autre (pas de changement majeur de source contrairement aux ventes des entreprises non financières).

Production des Services (champ CCS) (Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %)

	2018			2019		
	valeur	évol vol	évol prix	valeur	évol vol	évol prix
Nouvelles séries (2018d, 2019sd, 2020p)	1 267,8	3,3	0,7	1 328,2	3,8	0,9
Anciennes séries (2017d, 2018sd, 2019p)	1 274,2	3,7	0,8			

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Révisions (en points) des évolutions de la Production des services en volume et en prix



Source : Insee, comptes des services, base 2014

Note : le compte provisoire 2016 a été réalisé en base 2010 et pas en base 2014, aucune révision en base 2014 n'est enregistrée.

Dans le compte 2019 semi-définitif, l'indice d'évolution en volume de la production, qui n'était pas publié (en gris italiques) au compte provisoire, est fortement révisé. Les évolutions des ventes des SNFEI (entreprises non financières) sont beaucoup moins modifiées, elles reposent au semi-définitif comme au provisoire sur les indices conjoncturels, sauf rare exception.

Ventes des SNFEI en branches Services (champ CCS)

(Niveaux en milliards d'euros, évolutions en %)

	2018			2019		
	valeur	évol vol	évol prix	valeur	évol vol	évol prix
Nouvelles séries (2018d, 2019sd, 2020p)	937,7	3,8	0,7	989,3	4,4	1,0
Anciennes séries (2017d, 2018sd, 2019p)	947,3	4,7	0,8	996,8	4,2	1,0

Source : Insee, comptes des services, base 2014

En 2018, l'évolution en volume de la production des branches de services est revue à la baisse, en particulier dans les télécommunications et les activités juridiques, comptables, de gestion, l'architecture et l'ingénierie. A l'inverse, celle des activités administratives et de soutien et des autres activités spécialisées scientifiques et technique est révisée assez nettement à la hausse. Les mêmes mouvements prévalent pour les ventes, ils ont une amplitude plus conséquente.

En 2019, les ventes des SNFEI en volume sont légèrement révisées à la hausse (+ 0,2 point) et les prix sont inchangés. La croissance des télécommunications, des activités informatiques et des activités comptables, de gestion, l'architecture et d'ingénierie est revue à la hausse, celle des autres activités spécialisées à la baisse.

Production des branches des Services (détail)

(Révision des niveaux 2018 en millions d'euros, révision des évolutions en points)

	Révisions des évolutions (points)		Révision des niveaux (millions €)
	vol	prix	
Ensemble	-0,4	-0,1	-6 389
Hébergement et restauration	0,2	-0,1	154
Édition, audiovisuel et diffusion	0,2	-0,1	82
Télécommunications	-3,5	-0,7	-2 348
Activités informatiques et services d'information	-0,2	0,0	-159
Activités immobilières	0,0	-0,1	-282
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses	-2,6	0,0	-6 645
Recherche-développement scientifique	-0,9	0,0	-355
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,3	0,0	481
Activités de services administratifs et de soutien	1,6	-0,3	2 677
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-0,9	-1,1	-534
Autres activités de services (partiel)	2,1	-0,1	540

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Ventes des SNFEI en branches Services (détail)
(Révision des niveaux en millions d'euros, révision des évolutions en points)

	Révisions des évolutions (points)				Révision des niveaux (millions €)	
	2018		2019		2018	2019
	vol	prix	vol	prix		
Ensemble	-0,9	-0,2	0,2	0,0	-9 633	-7 489
Hébergement et restauration	0,3	0,0	0,1	0,0	215	378
Édition, audiovisuel et diffusion	-0,3	-0,1	0,0	-0,1	-181	-250
Télécommunications	-3,5	-0,7	1,8	-0,6	-2 364	-1 793
Activités informatiques et services d'information	-0,3	0,0	0,6	0,1	-193	350
Activités immobilières	-1,9	-1,0	-0,1	0,0	-2 178	-2 371
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses	-2,8	0,0	0,6	0,2	-6 809	-5 235
Recherche-développement scientifique	-4,2	0,1	1,0	0,0	-548	-396
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1,5	0,0	-2,7	0,1	629	-474
Activités de services administratifs et de soutien	0,9	-0,1	0,2	0,0	1 391	1 841
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	-0,2	-0,2	-0,4	0,5	-118	-97
Autres activités de services (partiel)	2,1	-0,1	0,0	0,1	523	558

Source : Insee, comptes des services, base 2014

2. Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS)

Dans les comptes 2018 définitif, les échanges extérieurs, qui tiennent compte des données définitives de la Balance des paiements sont peu révisés en valeur, contrairement aux années précédentes. La consommation finale est revue à la hausse en volume tandis que la production est réévaluée à la baisse, ce qui entraîne une assez forte révision des consommations intermédiaires.

Équilibre Ressources-Emplois des Services (champ CCS) en 2018

	Révision des évolutions (points)		Révision des niveaux (M€)
	vol	prix	
PRODUCTION BRANCHE PRIX DE BASE	-0,4	-0,1	-6 405
PRODUCTION PRODUIT PRIX DE BASE	-0,4	-0,1	-6 389
IMPORTATIONS	-0,4	0,4	-18
TOTAL DES RESSOURCES	-0,4	-0,1	-6 552
Consommation Intermédiaire totale	-1,1	-0,2	-8 202
Consommation Finale totale	0,3	0,0	1 192
Formation Brute de Capital Fixe totale	0,2	0,0	379
EXPORTATIONS	0,0	0,1	117
TOTAL DES EMPLOIS	-0,4	-0,1	-6 552
MARCHE INTERIEUR	-0,4	-0,1	-6 440

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Le total des emplois tient compte des impôts sur les produits (hors TVA) et des subventions sur les produits (-) le total des ressources tient compte des variations de stocks

3. Valeur ajoutée des branches des Services (champ CCS)

La valeur ajoutée des branches des services est la différence entre leur production et leurs consommations intermédiaires en provenance de toutes les branches de l'économie. Les révisions concernant la valeur ajoutée concentrent donc toutes les révisions opérées entre deux versions de comptes.

En 2018, l'évolution de la valeur ajoutée de l'ensemble des services marchands est revue à la hausse en volume (+ 0,2 point) et n'est quasiment pas révisée en valeur.

Valeur ajoutée des branches des Services (champ CCS)

(Révision des niveaux 2018 en millions d'euros, révision des évolutions en points)

	Révision des évolutions (points)		Révision des niveaux (M€)
	vol	prix	
Ensemble	0,2	-0,2	48
Hébergement et restauration	-2,9	-0,8	-2 150
Édition, audiovisuel et diffusion	0,4	0,3	171
Télécommunications	2,0	-1,4	125
Activités informatiques et services d'information	1,1	0,1	688
Activités immobilières	0,2	0,0	499
Act. juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses	-0,1	0,2	115
Recherche-développement scientifique marchande	2,6	0,3	446
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-0,8	0,2	-95
Activités de services administratifs et de soutien	0,3	-0,5	-233
Arts, spectacles et activités récréatives marchandes	8,1	-2,6	529
Autres activités de services (partiel)	-0,2	-0,1	-47

Source : Insee, comptes des services, base 2014

Annexe 2 : Nomenclatures des services marchands

Nomenclature européenne			Nomenclature propre à la comptabilité nationale			Nomenclature officielle détaillée (1)
A21 - Sections	A38	A88 Divis.	A138	Niveau G, proche de A129, niveau français intermédiaire entre divisions et groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	Niveau H, proche du niveau groupes (à 3 chiffres) de la NAF rév2	
I Hébergement et restauration	IZ	55	I55Z	Hébergement	I55Z1 Hôtels, hébergement touristique et autre hébergement collectif I55Z2 Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs I55Z3 Hébergements divers	55.1, 55.2 55.3 55.9
		56	I56Z	Restauration	I56Z1 Restaurants et services de restauration mobile I56Z2 Traiteurs et autres services de restauration I56Z3 Services des débits de boissons	56.1 56.2 56.3
J Information et communication	JA Édition, audiovisuel et diffusion	58	J58Z	Édition	J58Z1 Édition de livres, périodiques, autres activités d'édition et de jeux électroniques J58Z2 Autres éditions de logiciels	58.1, 58.21 58.29
		59	J59Z	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sonore et édition musicale	J59Z1 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z2 Distribution de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision J59Z3 Enregistrement sonore et édition musicale	59.11, 59.12 59.13, 59.14 59.2
		60	J60Z	Programmation et diffusion	J60Z1 Radiodiffusion J60Z2 Programmation de télévision et télédiffusion	60.1 60.2
	JB	61	J61Z	Télécommunications	J61Z0 Télécommunications	61.
	JC Activités informatiques et services d'information	62	J62Z	Programmation, conseil et autres activités informatiques	J62Z0 Programmation, conseil et autres activités informatiques	62.
		63	J63Z	Services d'information	J63Z1 Traitement de données, hébergement et activités connexes- portails Internet J63Z2 Autres services d'information	63.1 63.9
L Activités immobilières	LZ	68	L68A	Activités des marchands de biens immobiliers et activités immobilières pour compte de tiers	L68A1 Activités des marchands de biens immobiliers L68A2 Agences immobilières L68A3 Administration de biens immobiliers	68.1 68.31 68.32
			L68R	Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués (loyers réels)	L68R1 Location de logements (loyers réels) L68R2 Location de terrain et autres biens immobiliers (loyers réels)	68.20A 68.20B
			L68I	Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire	L68I0 Location & exploitation de biens immobiliers (loyers imputés)	
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	MA Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	69	M69Z	Activités juridiques et comptables	M69Z1 Activités juridiques M69Z2 Activités comptables	69.1 69.2
		70	M70Z	Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	M70Z1 Activités des sièges sociaux M70Z2 Conseil de gestion	70.1 70.2
	71	M71Z	Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	M71Z1 Activités d'architecture et d'ingénierie M71Z2 Activités de contrôle et analyses techniques	71.1 71.2	
	MB	72	M72M	Recherche-développement scientifique marchande (2)	M72M0 Recherche-développement scientifique marchande	72.
	MC Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	73	M73Z	Publicité et études de marché	M73Z1 Activités des agences de publicité M73Z2 Régie publicitaire de médias M73Z3 Études de marché et sondages	73.11 73.12 73.2
		74	M74Z	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	M74Z1 Activités spécialisées de design M74Z2 Activités photographiques M74Z3 Traduction et interprétation M74Z4 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	74.1 74.2 74.3 74.9
		75	M75Z	Activités vétérinaires	M75Z0 Activités vétérinaires	75.

N activités de services administratifs et de soutien	NZ	77	N77Z	Activités de location et location-bail	N77Z1 Location et location-bail de véhicules automobiles N77Z2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques N77Z3 Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens N77Z4 Location-bail propriété intellect. & prod. simil., hors œuvres soumises à copyright	77.1 77.2 77.3 77.4
		78	N78Z	Activités liées à l'emploi	N78Z0 Activités liées à l'emploi	78.
		79	N79Z	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	N79Z1 Activités des agences de voyage et voyagistes N79Z2 Autres services de réservation et activités liées	79.1 79.9
		80	N80Z	Enquêtes et sécurité	N80Z0 Enquêtes et sécurité	80.
		81	N81Z	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	N81Z0 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	81.
		82	N82Z	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	N82Z1 Activités administratives N82Z2 Activités de centres d'appels N82Z3 Organisation de salons professionnels et congrès N82Z4 Activités de soutien aux entreprises diverses	82.1 82.2 82.3 82.9
R Arts, spectacles et activités récréatives	RZ	90	R90M	Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes (2)	R90M0 Activités créatives, artistiques et de spectacle marchandes	90.
		91	R91M	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes(2)	R91M0 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles marchandes	91.
		92	R92Z	Organisation de jeux de hasard et d'argent	R92Z0 Organisation de jeux de hasard et d'argent	92.
		93	R93M	Activités sportives, récréatives et de loisirs marchandes (2)	R93M1 Activités liées au sport marchandes R93M2 Autres activités récréatives et de loisirs marchandes	93.1 93.2
S Autres activités de services	SZ	94	S94M	Activités des organisations associatives marchandes	S94M0 Activités des organisations associatives marchandes	94.
		95	S95Z	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	S95Z0 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95.
		96	S96Z	Autres services personnels	S96Z1 Blanchisserie-teinturerie S96Z2 Coiffure S96Z3 Soins de beauté S96Z4 Services funéraires S96Z5 Services personnels divers	96.01 96.02A 96.02B 96.03 96.04, 96.09
		97	T97Z	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	T97Z0 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97.
T Activités des ménages	TZ	98		Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre		98.

(1) NAF rév2 - Les sections sont codées par une lettre, les divisions par 2 chiffres, les groupes 3 chiffres, les classes 4 chiffres, les sous-classes 4 chiffres et une lettre.

(2) Il existe pour ces services des activités non marchandes (M72N, R90N, R91N, R93N), qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

NB : les activités grisées ne sont pas dans le champ de la commission.